

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 151. — 1^{er} JUIN 1963

ADDIS-ABEBA : L'unité est une œuvre de longue haleine

(page 5)

GENEVE : La contradiction du bloc occidental

(page 5)

PARIS : Un équipement sportif déficitaire à 75 %

Combinaisons tactiques ou construction de partis neufs...

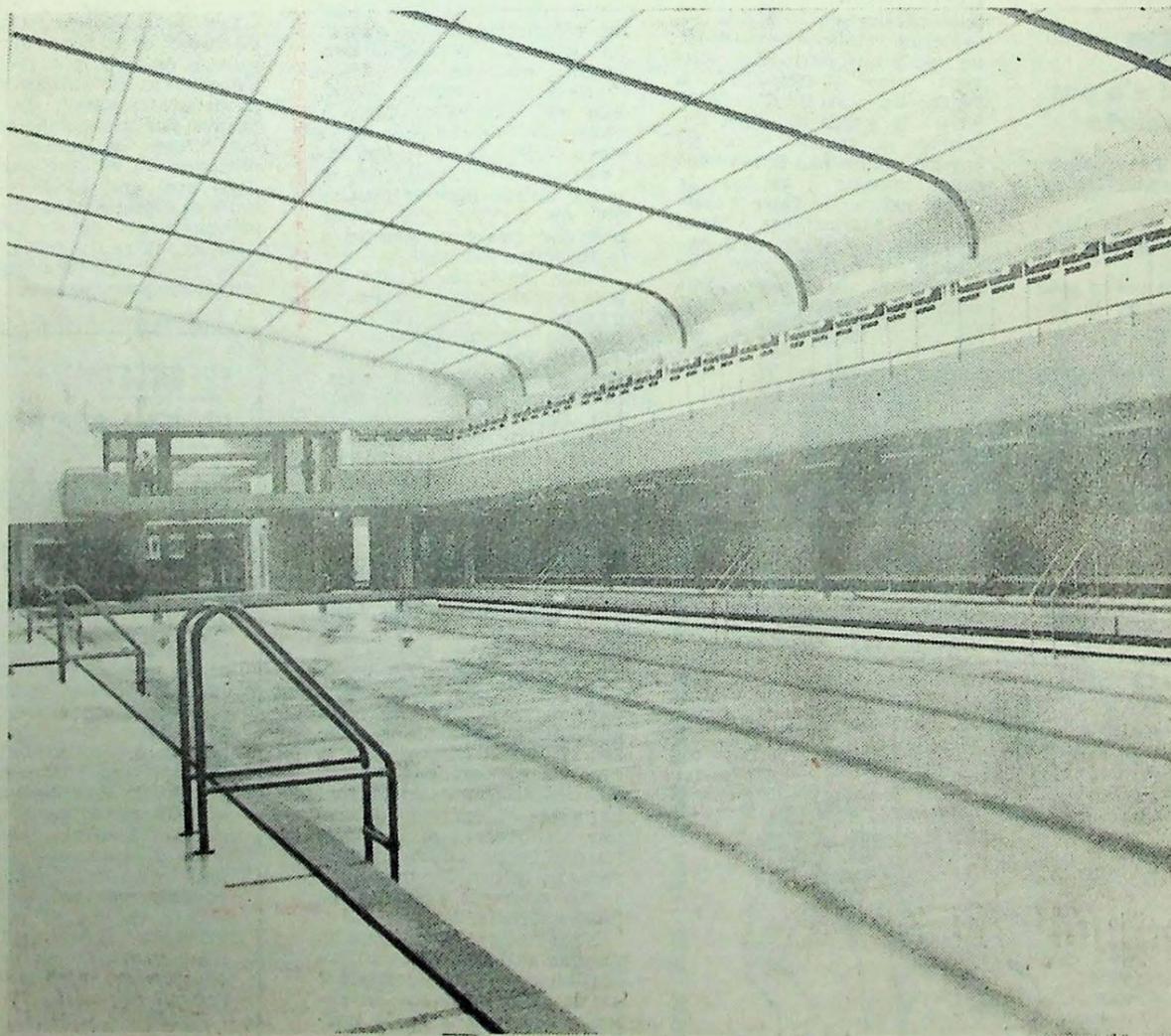


Photo Tribune

Un essai de décentralisation de l'Art lyrique

(Page 11)

A l'issue des Jeux olympiques de Rome le pouvoir ne cessait de répéter qu'il fallait que cela change en matière de sports. Les athlètes devaient être formés dès leur plus jeune âge et le travail devait commencer au niveau de l'école primaire. Trois ans sont déjà passés et notre retard en équipement sportif ne cesse d'augmenter. Un détail : il faut de cinq à dix ans pour obtenir une barre parallèle, trois ans pour des poteaux de sautoir ou un espalier suédois qui ne sera posé que trois ans plus tard par le service intéressé. Les réalisations récentes (ci-dessus la piscine Blomet) ne sont qu'au nombre de six et n'en déplaie à l'U.N.R., les problèmes ne sont pas résolus. (Lire pages 6 et 7.)

Tel est l'enjeu des 2 congrès politiques de ce mois.

*

Le M.R.P. réuni à La Baule a opté pour le centrisme.

(Page 4.)

*

La S.F.I.O. réunie à Issy-les-Moulineaux délibère sur les conséquences qu'elle doit tirer de son changement d'attitude à l'égard du régime gaulliste.

(Page 3).

Au goût des copains

Le succès de « Salut les copains » a tourné les têtes. La concurrence a d'abord paru sur le terrain : « Age tendre, tête de bois », puis « Bonjour les amis », entre autres (ne citons pas tout : il faudrait plus de place), ont tenté l'aventure sur les mêmes bases. Puis la

Sachez que...

● Cinéma

Du 4 au 8 juin, la Cinéma-thèque française (29, rue d'Ulm) présentera un panorama du cinéma africain « allant du film d'archives aux récentes productions ». Ce petit festival, organisé sous le patronage de l'Association pour la coopération franco-africaine, est surtout destiné à prendre date. L'Afrique noire étant un des rares territoires où un film véritablement autochtone n'a jamais été réalisé.

Ainsi que l'ont souligné les organisateurs, lors de la séance inaugurale, le 24 mai, au Palais de l'U.N.E.S.C.O., les films africains produits jusqu'ici sont d'expression francophones (Léon Poirier, Albert Mahuzier, Claude Vermorel, Jean Rouch, Chris Marker, Joris Ivens...) ou anglophone (Lionel Rogosin, Sean Graham...). Les meilleurs d'entre eux, exclusion faite, bien entendu, des œuvres de fiction outrageusement folkloriques, ne seront jamais que des approximations documentaires, sociologiques ou artistiques, plus ou moins réussies sur le plan formel. C'est ce que nous a permis de constater la séance inaugurale, avec *La Croisière noire*, *Rose et Landry*, *Les peintures de Poto-Poto*, *Freedom for Ghana* et *Où sont les nègres d'antan*.

L'accession récente des pays d'Afrique noire à l'indépendance, et l'intérêt que les nouveaux Etats manifestent pour le septième art (ne serait-ce que du point de vue éducatif) va permettre de faire cesser, à bref délai, cette situation « préhistorique ». Dans les seuls territoires d'expression française, de jeunes Africains décidés (Paulin Vieyra, Blaise Senghor, Timité Bassari, Thomas Coulibaly, Jean-Paul N'Gassa) forment des noyaux de réalisateurs, de caméramen, de projectionnistes. Bientôt, grâce à eux, on ne parlera plus de la culture africaine au passé.

● Théâtre

Comme chaque année, le concours des jeunes compagnies aura lieu au Théâtre Récamier du 10 au 27 juin.

Au programme : 11 et 12 juin : Compagnie Yves Cast ; Ecole de dressage, de Beaumont et Flechter ; 14 et 15 juin : C. Jorge Lavelli : *Le Mariage*, de Witold Gombrowicz ; 17 et 18 juin : C. Rafaël Rodriguez : *La Jacquerie*, de Prosper Mérimée ; 20 et 21 juin : C. Pierre Jolivet : *Don Juan*, de Tirso de Molina ; 23 et 24 juin : C. Maurice Guilhaud : *Le Revizor*, de Gogol ; 26 et 27 juin : C. Marcel Cuvelier : *Oblomov*, de Gontcharov.

● Littérature

Le jury du prix Richelieu a couronné Robert Sabatier pour son livre, *La Mort du Figier* (Editions Albin Michel) et pour l'ensemble de son œuvre.

● Poésie

Le prix Anne-Van-Qui, qui récompense un ouvrage poétique, sera décerné le 18 juin au Club des Poètes. Adressez vos manuscrits au Club des Poètes, 30, rue de Bourgogne, avant le 5 juin.

presse catholique, dont le sens de l'opportunité est bien connu, avec « Héli », « Rallye Jeunesse », « Le Cri », s'est efforcé de conserver ses différents publics. Jusqu'à l'U.N.E.F. dont le mensuel a adopté en en faisant son titre le format « 21x27 ». Dernièrement paraissait : « Nous les garçons et les filles », mensuel de l'Union des Jeunes communistes de France, de l'Union des jeunes filles de France, de la Jeunesse agricole de France. Le sommaire (articles sur Belmondo, le service militaire, la boxe, Lény, Françoise et Claude, sur les vacances), la présentation (l'inévitable 21x27), la formule (photos pleine page, couleur intérieure, couverture et pages centrales en quadrichromie) s'apparentent aux précédents.

Le contenu des articles s'efforce de dépasser, tout comme dans la presse catholique (et 21x27 d'ailleurs), le cadre apparent. Mais bien sûr on voit l'inconfort de la situation. La véritable concurrence ne peut s'établir sur ce terrain qu'en allant plus loin dans l'orientation choisie par « Salut les copains » et en bénéficiant de supports comparables. Faute de quoi...

N.G.F. n'est pas mal fait, certes. Les prochains numéros nous diront si la publicité venant (deux annonceurs disques : Vogue et C.B.S. — outre Chant du Monde — dans ce numéro), N.G.F. augmentera la part faite aux variétés pour vendre et finalement atteindre un autre public que celui des organisations du parti ou si au contraire, le but de l'opération est seulement de préserver l'influence du parti sur une partie de la jeunesse.

Un soldat qui n'a pas la mémoire courte

Le 2^e classe Zarudiansky a refusé de présenter les armes à Massu.

Voici le texte de la lettre qu'il a envoyée au lieutenant-colonel Albalafouille :

« Alors qu'il est prévu pour le 31 mai prochain la re-

mise de l'étendard au 6^e G.R. en la présence du général Massu, je tiens à vous avertir, Monsieur le lieutenant-colonel, de ma résolution à refuser de rendre, les honneurs d'une façon quelconque au général Massu, responsable pour une large part des tortures commises par des soldats français durant la guerre d'Algérie.

« Alors que de toutes parts des voix autorisées dénonçaient la torture systématique en Algérie : M. Tizzen à la Sûreté d'Alger, le général de Eollardière, M. André Malraux, actuellement ministre de la Culture et des Arts, pour n'en citer que quelques-unes parmi les plus illustres, le général Massu prenait la responsabilité pleine et entière d'admettre la torture comme un moyen de maintien de l'ordre, et c'est en fonction des ordres qu'il a donnés que la torture a pu se généraliser et atteindre l'ampleur qu'elle a connue.

« De l'aveu même du capitaine Estoup lors du procès du lieutenant Godot, c'est le général Massu qui a lancé l'opération « Chamagne », recommandant la torture comme moyen à employer dans le renseignement.

« Les raisons ci-dessus exposées me faisant considérer comme un déshonneur pour un Français de saluer le général Massu, justifient ma décision de lui refuser les honneurs. »

Aux armes, citoyens !

Maurice Thorez a proclamé de nombreuses fois la fierté du P.C.F. d'avoir « repris » La Marseillaise » aux réactionnaires ». C'est évidemment leur affaire et le P.S.U. — toujours unitaire en dépit de certaines attitudes souvent plus fraternelles à l'égard du parti de Guy Mollet — se garderait bien d'y trouver à redire. Nous ne voyons même pas d'inconvénient majeur à ce que le P.C.F. essaie de faire chanter « La Marseillaise » dans les rassemblements qu'il patronne ou impulse, bien que, la plupart du temps, l'immense majorité des partici-

pants préférerait « L'Internationale ».

Mais là où cela devient drôle, c'est quand il s'agit, comme l'autre dimanche à Saint-Denis, des Etats généraux du désarmement.

Pour lutter contre la guerre on aurait tout de même pu trouver autre chose que de chanter : « Aux armes, citoyens ! »

Togliatti et « l'aventure à gauche »

Dans une récente interview à K.S. Karol, de « L'express », Togliatti a répété — ce que nous avons souligné récemment — que les communistes italiens ne partagent pas l'opinion de leurs camarades soviétiques sur la façon de traiter les écrivains et les artistes. Il a parlé entre autres de la nécessaire autonomie des partis communistes.

D'autre part, Togliatti ne méconnaît pas le « marché économique » italien, l'expansion que le néo-capitalisme est capable de promouvoir. Il constate seulement que le fait que « des centaines de millions d'hommes et de femmes vivent dans des conditions nouvelles » a suscité en eux des aspirations qui ne peuvent être résolues « dans le cadre des vieilles structures et des vieilles constitutions de notre société qui est dépassée par son propre développement ». Et il ajoute : « C'est ainsi qu'est née une puissante poussée tendant au renouvellement et à la réforme des institutions et des structures. Cette poussée a un caractère à la fois réformiste et révolutionnaire. Elle est réformiste, parce qu'elle contient des revendications précises au caractère démocratique et au contenu social. Elle est révolutionnaire à cause de la résistance de la classe dirigeante, opiniâtrement conservatrice, et parce qu'elle pose le problème de l'avènement d'une nouvelle classe dirigeante à la direction du pays. »

Ainsi, selon le leader du plus grand parti communiste d'Occident, le dilemme entre réforme et révolution est dépassé, au moins dans les pays industriellement avancés. A vrai dire, on s'en doutait. Seuls le combattent les « réformistes sans réformes » et les « bigots du révolutionnarisme » qui voudraient nous ramener aux querelles d'hier ou d'avant-hier.

L'intendance... ça suit

« Le Canard enchaîné » du 22 mai 1963 nous explique que chaque jour, pendant le voyage en Grèce du général de Gaulle, « la maison Battandier, traiteur à Paris, a expédié par avion... les denrées nécessaires aux banquets et apéritifs offerts par Mongénéral ». Il donne les précisions suivantes concernant le dernier banquet : « 500 couverts précédés de 2.000 apéritifs. »

Nous nous en voudrions de ne pas diffuser cette information qui — n'est-ce pas ? — ne peut manquer de réjouir nos centaines de milliers de travailleurs qui, chaque midi, se régalaient de la bonne cuisine « régimentesque » de nos excellentes cantines d'usines et qui se réjouiront même doublement, puisqu'ils sont aussi contribuables.

Des toubibs pour les flics

Après le communiqué du 21 mai du préfet Papon précisant que « les consignes les plus strictes de courtoisie et d'égards envers les usagers

ont été renouvelées à tout le personnel de la préfecture de police », voici que le ministre de l'Intérieur, M. Freyre de la Rivière, au banquet des commissaires de police de Paris, le 24 mai, a dû rappeler que « dignité et maîtrise de soi, urbanité dans les rapports avec le public, tels doivent être les soucis permanents de la police... »

Il est extrêmement positif que les prises de position courageuses et opiniâtres de la presse démocratique à propos d'affaires récentes : Belmondo, Loubet, etc... aient contraint ces mêmes hommes, qui couvrirent le massacre de Charonne, à de telles déclarations.

Mais si cela change un peu les consignes, cela ne change guère le personnel chargé de les appliquer.

Il y a dans la police des ivrognes, des brutes, des sadiques.

Nous ne pourrions être rassurés tant qu'une détection et une élimination systématiques de ces individus dangereux n'aura pas été réalisée. Les syndicats de police, s'ils sont véritablement soucieux que le public ne mette pas tous les policiers « dans le même sac », se doivent de réclamer des mesures d'assainissement. Il ne manque assurément pas d'équipes de médecins et de psychologie pour contribuer à cette tâche.

Mais il nous paraît douteux qu'elle puisse être dirigée avec une conviction suffisante par MM. Frey et Papon.

Les journalistes F.O. pour un programme d'action

Les journalistes F.O., qui viennent de tenir leur congrès à Annecy, ont réclamé notamment un salaire minimum professionnel de 1.100 francs par mois dans toutes les formes de presse, l'application du barème parisien dans les quotidiens régionaux et départementaux, l'aménagement de la durée hebdomadaire du travail sur cinq jours, une semaine de congé supplémentaire.

LE BILLET DE JEAN BINOT

Ne pas chercher à comprendre

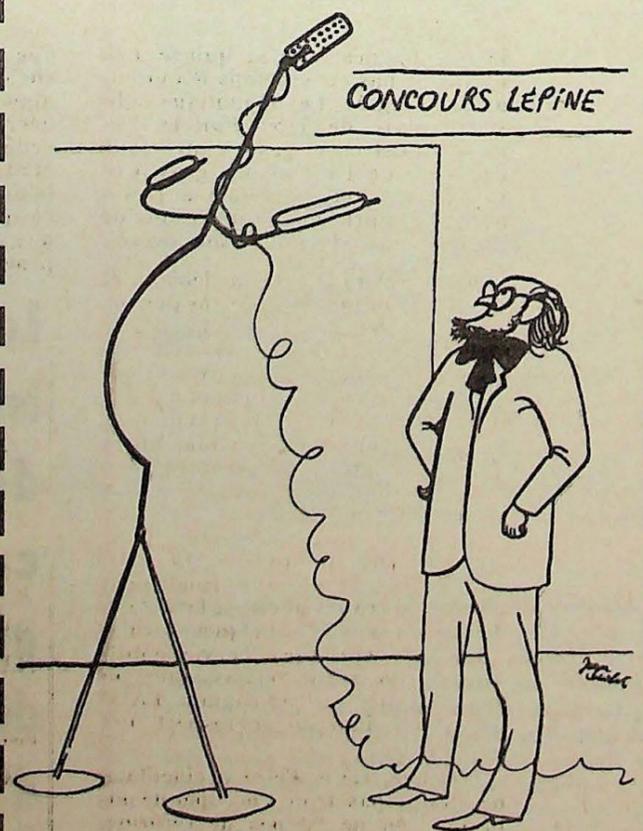
Ce jeune soldat qui a écopé trente jours de prison pour avoir refusé de présenter les armes au général Massu a, sans conteste, péché par ignorance : il a méconnu le principe suivant lequel ce n'est pas Flick, Charbonnier ou Massu à qui l'on rend les honneurs, mais à la sardine, aux galons ou aux étoiles acquis par ces individus en tant que brillants lauréats d'un concours de circonstances particulièrement difficile.

Toutefois, peut-on rappeler qu'un président de la République ayant prescrit à des officiers rebelles de rentrer dans le devoir, il se trouva un général (à titre temporaire, il est vrai) pour déclarer qu'ils avaient bien fait ?

Ce général ne fut pas emprisonné, il devint chef de l'Etat.

Quant aux rebelles, il les appela féaux, après quoi il les fit mettre au chose. — Moralité : voir plus haut.

LE DESSIN DE JEAN CHARLET



« Viendra-t-il voir ce micro orientable avec repose-bras pour chef d'Etat démonstratif ? »

REPLATRAGE OU RECONSTRUCTION ?

QUE cela plaise ou non aux messieurs de l'U.N.R., l'essentiel de la vie politique intérieure porte sur le problème de la succession et de la fin du régime. Personne ne croit à un gaullisme sans de Gaulle, personne, en dehors des gaullistes, et probablement peu de gens chez les gaullistes eux-mêmes. Ceux-ci ne crient bien fort le contraire que pour mieux se rassurer.

C'est bien pourquoi, en cette saison de congrès, on continue à parler regroupements et reclassements. C'était, hier, le thème des débats du M.R.P., ce sera encore celui des débats de la S.F.I.O. en cette fin de semaine.

Cette affaire comporte des aspects multiples, les uns parfaitement sains, les autres beaucoup moins.

Ainsi, quand les hommes de l'U.N.R. proclament qu'ils ont tué les partis, ils ont, à la fois, tort et raison. Il est vrai que l'arrivée de de Gaulle au Pouvoir, les crises de la fin de la IV^e République, plus récemment l'échec du « contrat des non », le recul considérable des « Indépendants », celui du M.R.P., le renversement d'alliance opéré par la S.F.I.O. en pleine bataille, cet ensemble d'événements auront progressivement pour effet inévitable la disparition à terme plus ou moins éloigné des anciennes classifications et des anciens systèmes de coalition. Ce n'est pas seulement l'éphémère contrat des non qui a volé en éclats. C'est aussi, semble-t-il, la coalition centriste qui fut, la majeure partie du temps,

l'axe de la vie politique de la IV^e République. Les propos assez vifs échangés entre La Baule et Arras sont la plus récente manifestation de cette brouille. La décision de la fédération S.F.I.O. de l'Hérault de faire voter, dès le premier tour, pour le candidat communiste invalidé est un autre signe de cet éclatement et de ces « regroupements » de fait.

Mais les orateurs de l'U.N.R. se trompent quand ils voient ou feignent de voir dans cette crise des vieux partis, qui peut avoir des conséquences saines, une crise de la notion même de parti et quand ils espèrent qu'ils vont faire le vide autour d'eux. Ils oublient simplement les limites de leur succès d'octobre et de novembre : celui-ci a été dû précisément au fait que les reclassements n'étaient pas encore faits et que le combat contre eux a été livré par les forces hostiles au gaullisme dans un ordre de bataille qui n'était qu'une survivance, sans doute pour la dernière fois, des coalitions de la IV^e République.

Et si, d'autre part, on regarde du côté des « vieux partis », on constate également que les discussions sur les « regroupements » ont un caractère encore ambigu. Car le processus de mutation est, au fond, à peine amorcé.

La nécessité de changement, et de changement profond, est à coup sûr ressentie par tout le monde. Mais elle se heurte inévitablement aux habitudes acquises, aux traditions, aux forces d'inertie que porte toujours l'attachement au

passé. C'est pourquoi les discussions sur les regroupements, dans l'esprit de certains, consciemment ou inconsciemment, ne tendent à rien de plus qu'à réussir une opération de ravalement de façade : on veut bien rassembler des forces dispersées (qui n'en ressentent la nécessité ?) mais chacune escompte le faire à son profit et en tirer avantage pour lui d'abord.

Mais il n'est pas douteux que ce débat, malgré les ambiguïtés qu'il comporte encore, correspond, en même temps, à une aspiration plus profonde, plus sincère, plus hardie de renouvellement, de reconstruction. C'est vrai surtout pour ce vaste secteur de l'opinion qui, depuis si longtemps, ressent cruellement la décision des forces socialistes tant dans le domaine politique que dans le domaine syndical.

Est-il besoin de dire que c'est dans cette deuxième optique que le P.S.U. s'intéresse aux « regroupements » ? Il ne se prêtera en aucune manière à des opérations de simple replâtrage. Il ne se fera pas le complice de ceux qui ne visent pas au-delà de leur dédouanement et de leur requalification. Mais il participera, au contraire, de toutes ses forces, à toute entreprise qui aurait vraiment pour objet de mettre fin à la dispersion des forces socialistes et de donner à celles-ci un visage nouveau.



COMMUNIQUE DU BUREAU NATIONAL

Les assises nationale, dont le principe a été arrêté par le dernier C.P.N., se tiendront le 22 et 23 juin prochain. A l'ordre du jour : Orientation du parti (problème de l'unité et des alliances).

MISE AU POINT

La décision de fixer les assises nationales au 22 et 23 juin a été prise en présence de 18 membres d'un C.N.P. qui en comporte 55.

Un texte signé par 20 autres membres, propose des assemblées d'information dès le mois de juin, préparant un Congrès National qui se tiendrait à la rentrée.

Je veux encore espérer que cette opposition sera surmontée et que, dans l'intérêt du Parti, une formule d'accord pourra être trouvée.

Edouard Depreux.

Un démenti

Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U., proteste avec indignation contre le faux communiqué qui a été donné dans la nuit de lundi à mardi à l'A.F.P. Loin d'envisager une démission, comme on a tenté d'en faire courir le bruit, et en dépit des divergences qui peuvent l'opposer à certains membres de son parti, il fait plus que jamais appel à tous les sympathisants pour les inviter à rejoindre le P.S.U., dont il a dit, écrit et répété, que, s'il n'existait pas, il faudrait aujourd'hui le créer.

EN SURVOLANT LE MONDE

TURQUIE : L'ombre du grand homme

Un coup d'Etat militaire écrasé à Ankara, des colonels en prison. Ces nouvelles ne nous font plus sauter ; le régime turc, instable l'ouvoyant, nous a habitué depuis la « Révolution nationale » de mai 1960 à de tels événements.

La situation intérieure, vingt-cinq ans après la mort de Kemal Ataturk, est confuse. La Turquie, qui a été le premier pays au Moyen-Orient à amorcer sa révolution, semble bien incapable de poursuivre l'œuvre du grand homme. Toutes les péripéties actuelles ne sont en fait que le résultat des luttes sourdes, des coups fourrés que se livrent partisans et adversaires de l'ordre établi. Kemal Ataturk, héritier d'un pays féodal, dominé par la religion, écrasé par l'ignorance et la misère, a tenté en quinze ans d'en faire une nation moderne. En quinze ans, on n'a pas le temps d'habituer un peuple à la démocratie, d'autant plus que la démocratie d'Ataturk était un peu brutale, la fondation de la République ressemblait à un coup d'Etat mais comment faire autrement ?

Pendant quinze ans, le régime gouverna « à coups de trique », imposant les réformes, laïcisant l'enseignement. La Turquie traditionnelle semblait morte, l'emprise de l'Islam n'était plus, en apparence, qu'un rêve. Le pays s'éveillait, une nation républicaine, laïque étatique et gouvernée par le peuple, voyait le jour. Hélas ! Ataturk mourait en 1939 et ce qui avait semblé éternel s'éteignait avec lui.

Le Parti unique changeait de dirigeants, les maîtres remplaçaient les pauvres, l'école laïque était limitée au profit des écoles religieuses. L'Islam revenait en force dans les campagnes qui, en quinze ans, n'avaient pas eu le temps d'apprendre le progrès. La République subsistait mais Mendérés était le Premier ministre, le pays était sous l'emprise de l'argent des gros propriétaires ; tout le monde se réclamait d'Ataturk, mais tout le monde se dépêchait d'oublier son œuvre.

Seule au milieu de la débâcle et de la corruption, l'armée turque, orgueil du pays, se sentait l'héritière du « Ghazi ». En mai 1960 elle prenait parti, soutenant la révolution et menée par les étudiants, elle renversait Mendérés, le faisait pendre et ordonnait des élections libres et démocratiques. Les paysans compromirent tout, habitués à voter pour les riches, ils continuèrent, les événements de la ville n'ayant pas troublé leur tranquillité. Le Parlement turc se trouvait finalement partagé entre les anciens, le « Parti des Pendus » et quelques formations démocratiques, la vie politique ne s'en trouva pas assainie ; on alla chercher un compagnon d'Ataturk pour imposer le respect aux politiciens.

L'armée, fière d'être occidentale, ne voulut pas trop s'occuper de politique. On ne fit pas de réforme. M. Inonu ne gouvernait pas, il durait. Les jeunes colonels progressistes de l'armée s'accrochant mal

de cet immobilisme, on les exila, d'autres essayèrent un coup d'Etat en février 1962. Ils échouèrent et furent pardonnés parce qu'ils étaient militaires. Il n'est pas sûr que cette fois, M. Inonu pardonne encore, dans la mesure où l'armée appuie son gouvernement il peut décréter des réformes radicales ; or, cette fois, l'armée a pris le parti des civils. Est-ce parce qu'elle s'embourgeoise elle aussi ? Est-ce parce que M. Inonu lui semble avoir des chances de faire triompher le progrès. L'avenir nous l'apprendra.

M. J.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20 ● Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e) Tél. : PIG 65-21

● Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F

HERITER DU GAULLISME SANS LE COMBATTRE

OBJECTIF PRINCIPAL DU M. R. P.

qui a tenu son Congrès à La Baule du 24 au 26 Mai 1963

LE M.R.P. a ouvert son 20^e congrès dans les salles luxueuses du Casino de La Baule, ce qui gêne un peu certains de ses militants.

Il y a un grand nombre d'ex-députés dans la salle, victimes de leur pureté et de leur droiture, dira A. Colin ! Les dernières élections de novembre ont certes obligé le M.R.P. à faire un travail de recherches préalables à ce congrès, pour mieux analyser les causes de ces échecs.

Le M.R.P. reste plein de contradictions venant de la très grande diversité d'origines de ses différents militants. Les jeunes, les syndicalistes refusent tout rassemblement de notables, mais les anciens et surtout les parlementaires et les dirigeants du mouvement sont plus partagés.

Si les militants des classes moyennes du M.R.P. refusent par exemple aux agriculteurs de commercialiser leur production, ses militants ruraux demandent exactement le contraire. Aussi il est difficile au M.R.P. de définir une politique économique cohérente.

Il a été beaucoup parlé de démocratie à ce congrès mais, pour Fontanet, elle consiste surtout à écarter le P.C. des responsabilités du pouvoir, et le rapprochement qui semble se dessiner entre la S.F.I.O. et le P.C.F. les inquiète beaucoup.

Le M.R.P., dans son analyse politique, dit qu'un trait de l'évolution est l'allergie de l'opinion contemporaine à l'abus des querelles doctrinales et aux excès de l'abstraction et sa préférence pour les problèmes plus concrets. Mais A. Colin dit d'autre part que si les partis politiques doivent avoir de meilleures connaissances économiques, ils ne doivent pas se consacrer à l'organisation du confort de l'individu, ni à la seule gestion du pays, mais doivent s'appuyer sur une doctrine et un idéal, chrétien pour le M.R.P.

Le M.R.P. reste partisan d'une force atomique européenne. Seuls les amis de *Témoignage chrétien* ont fait des allusions à l'encyclique « Pacem in terris ».

Le M.R.P. aimerait que les syndicats participent davantage à la gestion du pays, mais il se refuse à leur donner des pouvoirs de décision en matières économiques et sociales. Le M.R.P. se refuse, ou du moins Lecuanet refuse, car Moisan n'est pas de cet avis, le M.R.P. donc se refuse à étudier une transformation du Sénat, car ce serait faire le jeu de de Gaulle.

Vers quel rassemblement démocratique s'orientera le M.R.P. ?

Le fait que le congrès du M.R.P. ait eu lieu entre ceux de l'U.N.R. et de la S.F.I.O. le situe assez bien, coincé qu'il est entre ces deux formations. D'autant plus que si l'U.N.R. se déclare parti du centre, la S.F.I.O. y court si elle ne change pas radicalement.

Les critiques des différents orateurs, à part Pflimlin presque rejoint par Lecuanet, ont été très prononcées contre le gouvernement Pompidou et de Gaulle, et Maurice Schumann a dû en souffrir. Mais la tare initiale du M.R.P. est que, si Guy Mollet a été à Colombey en 1958, Pflimlin a laissé la place à de Gaulle, malgré le vote de confiance du Parlement, et ce pour ne pas s'appuyer sur les forces populaires ; et également trop longtemps le M.R.P. a collaboré avec le régime actuel, pour que cette opposition n'apparaisse pas comme une opposition de dépit.

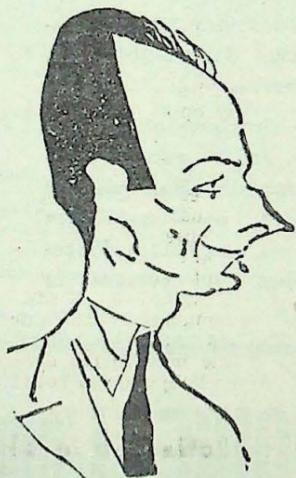
Le M.R.P. pense que, de Gaulle disparu de l'arène politique, son parti disparaîtra avec lui et que les ex-U.N.R. rejoindront le M.R.P. qui pourtant ne voudrait pas être repoussé vers la droite, comme le désire Guy Mollet ; mais il est certain que son électoral se place au moins au cen-

(De notre envoyée spéciale à La Baule Denyse Franck)

tre, sinon à droite, et les parlementaires du M.R.P. le sentent bien.

Après de longs travaux de commissions, la montagne a accouché d'une souris. En effet, la motion de résolution pour préparer ce nouveau mouvement politique neuf et dynamique annoncé par A. Colin est si succincte, si vague, qu'elle permet toutes les ouvertures à droite et à gauche, mais le vague n'est pas un programme. Le M.R.P. se garde bien de déplaire à qui que ce soit : comment pourrait-il en être autrement dans ce mouvement hybride ?

Si ses parlementaires, ses dirigeants vont vers le rassemblement des notables, vers le rassemblement démocratique orienté à droite, préfiguré à l'Assemblée et qu'a préparé également le Comité d'études et de liaison des démocrates français, la base du M.R.P., surtout ses jeunes et ses syndicalistes, s'est montrée violemment opposée à ce comité, pour lequel du reste elle n'avait pas été consultée, et qui l'avait fortement



P.-H. TEITGEN

désappointée. Car les syndicalistes et les jeunes n'ont pas du tout la même conception du nouveau parti que le M.R.P. veut créer.

Le M.R.P. veut s'adresser aux forces vives de la nation, mais que disent les forces vives qui existent déjà à l'intérieur du M.R.P. ?

Jules Peneau, des équipes ouvrières de Nantes, aimerait que le M.R.P. s'organise en tendances, puisque ces tendances existent, ou que certaines de ces tendances se retrouvent dans un nouveau mouvement ; il a dit notamment ceci :

« Je désire qu'un grand parti travailliste s'instaure dans le pays. Ce parti ne pourra peut-être pas se créer dans l'immédiat, car j'estime que les S.F.I.O. ne sont des socialistes que de nom, beaucoup moins socialistes qu'un certain nombre de militants M.R.P., et qu'il est plus facile dans les usines de travailler avec des militants communistes, qu'avec des membres de la S.F.I.O., qu'on ne peut appeler militants.

« C'est pourquoi, continue Peneau, il nous faudrait nous adresser à des gens non encore politisés, mais prêts à aller vers une grande formation politique moderne, qui ne soit pas un parti démocrate chrétien, comme le désirent un certain nombre de nos compagnons, encore moins un parti du centre orienté à droite, comme le désirent d'autres compagnons. Il faudra de plus mieux se définir vis-à-vis du pouvoir actuel. Pour ma part, je suis depuis 1958 contre de Gaulle, et j'ai déploré que certains de mes amis aient collaboré avec le régime. Il serait nécessaire que ceux-ci acceptent de rentrer dans le rang. » (Ces paroles n'ont bien sûr pas eu l'heur de plaire à Pflimlin, et à d'autres non plus, sans doute !)

« Le M.R.P. a eu un programme révolutionnaire qui doit être repris, même si pour cela le M.R.P. doit se saborder pour faire un nouveau navire où nous serions en bonne place, car seulement ainsi nous pourrions aller de l'avant et rétablir une république démocratique et sociale. Si certains plus à notre droite veulent y entrer, ce ne pourra être que sur notre programme, et nous ne devons, à aucun prix, nous aligner sur le leur. »

Jean Mastias, responsable national des jeunes, le rejoint dans un certain sens, car s'il repousse la conception marxiste du collectivisme, il repousse également le libéralisme et ce qui se rattache au capitalisme. Il désire qu'à une économie de profits, succède une économie de besoins.

« Mais, dira-t-il, le M.R.P. qui en 1948 condamnait le capitalisme, le ferait-il encore aujourd'hui ? »

Pour lui, après de Gaulle, la seule force qui peut succéder au gaullisme sera une force de gauche. Là, il est en complète contradiction avec Fontanet qui, lui, pense que les vieux compartiments de gauche et de droite sont du passé et dépassés !

Pourdalié, des Basses-Pyrénées, à son tour s'élève violemment contre la présence de Sallenave dans le Rassemblement démocratique à l'Assemblée, Sallenave qui a voté la motion Salan ! Il refuse également le rassemblement de notables, et se prononce pour un parti de militants.

« Le M.R.P. s'oriente trop à droite. »

Mais ces positions sont largement minoritaires au M.R.P. Et après l'élection, au suffrage restreint, du bureau national du M.R.P., qui verra l'élimination de Francine Lefebvre qui refusait l'alliance avec les seuls indépendants, de Buron et de Bacon (ce dernier remplacé par Théo Braun qui appartient à la droite de la C.F.T.C.), qui sont considérés assez à gauche par l'aile marchante du M.R.P., encore qu'ils aient été ministres de de Gaulle, la fédération de Loire-Atlantique dira, par l'entremise de Moisan : « Le M.R.P. s'oriente, hélas ! trop à droite » et Ropert et Peneau diront que si cette orientation s'accroît, bien des militants sincères quitteront le bateau. Et ils furent applaudis par une fraction de la salle.

A quoi Lecannet leur répondit pour leur prêcher la modération !

Certains ruraux furent également déçus par le projet de motion économique et sociale, qui ne va pas assez loin à leur gré ; ils m'ont dit que la base rurale ne sera certainement pas satisfaite du programme que leur offre le M.R.P. Ce n'est pas Lambert qui dira le contraire.

Politique générale

Bien sûr, il est parlé de planification démocratique dans ce programme. Mais il est certain que bien des militants M.R.P., en particulier ceux des couches moyennes qui ont pondu une motion d'inspiration poujadiste, ne savent pas très bien ce que signifie une véritable planification démocratique. Quand j'ai demandé à Lecannet, nouveau président du M.R.P., au cocktail offert à la presse, si la planification démocratique que désire le M.R.P. correspond à celle déjà étudiée par Mendès-France dans son livre « La République moderne », il m'a répondu que le mot « planification démocratique » est un mot à la mode ! Et il n'a pas voulu se prononcer sur les nationalisations, telle celle de la sidérurgie entre autres...

Le M.R.P. veut un Etat fort et un véritable régime présidentiel, et également des Etats-Unis d'Europe. Certains pensent que si Fontanet a été élu au poste de secrétaire général du M.R.P., c'est qu'il est assez beau gosse, assez photogénique, pour pouvoir se présenter aux futures élections présidentielles. Cela n'est pas bien sérieux.

Le M.R.P. se veut à vocation majoritaire, et se croit capable à lui tout seul, comme un grand, d'assumer les responsabilités du pouvoir !

Politique étrangère

C'est la continuation de l'Europe vaticane et, dans son rapport sur la politique européenne, Théo Braun n'a fait aucune allusion à une demande d'égalisation des lois sociales et des salaires à l'intérieur des pays du Marché commun, à une structuration des syndicats européens à l'intérieur de la petite Europe.

Où va le M.R.P. ?

Le M.R.P. s'installe dans la V^e République et veut conserver certains apports du gaullisme, comme l'élection d'un président de la République.

Mais quand P.-H. Teitgen déclare que dans le nouveau rassemblement démocratique le M.R.P. saura conserver son unité et ne perdra pas un seul militant populaire, il est permis d'en douter. Si le rassemblement démocratique devait s'orienter à droite, certains militants qui ont la nostalgie du temps du tripartisme quitteraient, comme l'a dit Peneau, ce bateau.

Il y a en tous les cas une certaine cassure entre l'aile marchante du M.R.P. et les parlementaires et la direction du Mouvement. Ceux-ci l'ont bien senti qui ont finalement élu F. Lefebvre, Buron et Bacon à la C.E. du M.R.P. Mais le supergaulliste Pflimlin et l'antimolletiste Diligent sont au bureau national du M.R.P.

Le M.R.P. aimerait attirer à lui les forces vives de la nation. Mais bien de ses militants sentent qu'une partie de la C.F.T.C. ne les suit plus.

Je ne crois pas que le M.R.P. va vers le renouveau demandé par Colin. Il reste trop centré sur des questions d'opportunité électorale. Je ne pense pas que le M.R.P. puisse devenir, tel qu'il apparaît à ce congrès, un grand pôle d'attraction pour les hommes les plus engagés dans le concret.

Bulletin d'abonnement TRIBUNE SOCIALISTE

NOM
Adresse

Désire s'abonner

Pour une durée de
(Rayer les mentions inutiles.)
Soutien
1 an 50 F
6 mois 28 F
3 mois 15 F
7,5 F

Signature :

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e
C.C.P. PARIS 5826-65

ADDIS-ABEBA : L'Unité est une œuvre de longue haleine

CETTE conférence d'Addis-Abéba, la première réunissant tous les chefs d'Etat africains, semblait être au départ bien mal préparée. Réunir pour quatre jours trente chefs d'Etat même avec une « avant-conférence » de ministres des Affaires étrangères n'est pas un mince travail, d'autant que l'ordre du jour était chargé. Charte des Pays africains, libération des pays encore sous domination coloniale, relations avec le monde extérieur, désarmement. Unifier l'Afrique, cela semblait un mythe avant Addis-Abéba, tous les rassemblements africains avaient jusqu'ici échoué, groupe de Monrovia, groupe de Casablanca, Mali, Maghreb uni, tous ces noms n'ont jamais été autre chose que des rêves ou des espoirs.

Il est vrai que les problèmes de l'unité africaine qui, vus d'Europe, semblaient simples, sont, à y regarder de plus près, d'une complexité effrayante. Sans compter les deux civilisations, noire et arabe, les problèmes de l'Afrique noire par eux-mêmes ressemblent fort à un écheveau emmêlé ; le racisme de peuple à peuple, les problèmes de langage, d'autorité, demandent beaucoup de tact et de diplomatie. Il ne faut pas oublier que les différences qui séparent un peuple noir d'un autre sont très souvent plus grandes que celles qui séparent un Suédois d'un Espagnol.

Il y avait aussi des problèmes de maturité politique, le progressisme de certains chefs d'Etat comme M. Sékou Touré et N'Kruma s'accordant mal avec le caractère conservateur du Président de Madagascar, par exemple. Cette conférence, tout le monde le prévoyait, ne pouvait pas approcher les problèmes de trop près, même ses promoteurs croyaient qu'il était utile de faire un tour d'horizon général de la situation africaine.

Un début de travail en commun

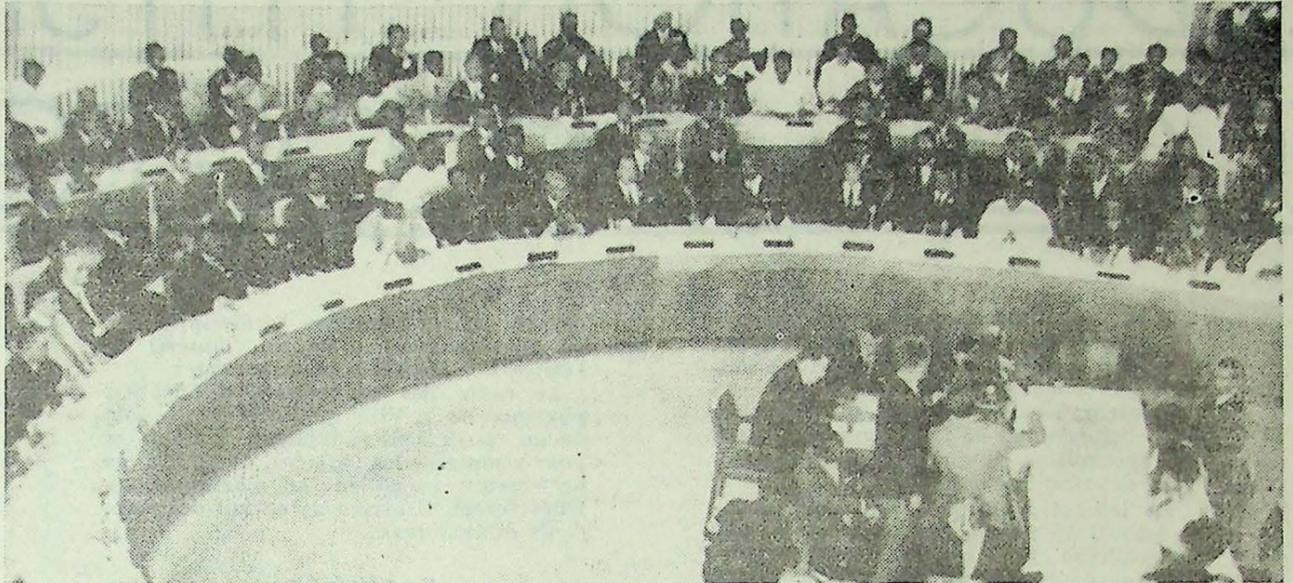
On s'attendait à de grands discours ronflants des hommes d'Etat qui auraient trouvé là une occasion de se faire de la publicité ; il n'en fut rien. On attendait des projets chimériques et grandioses mais peu réalistes ; on aboutit finalement à un accord modeste mais réel. Les problèmes locaux bénins mais toujours irritants ont été sagement mis de côté. Seul le Maroc, refusant de siéger avec le Président de la Mauritanie, a boudé cette conférence. Le Togo, d'autre part, n'avait pas été admis dans la salle, son régime ayant été jugé trop « militaire ».

On n'a pas parlé frontières, la carte africaine semblant, telle qu'elle est, avoir été tacitement admise par tous les participants. La libération des derniers territoires sous l'emprise colonialiste a, en revanche, été la grande préoccupation des congressistes. M. Ben Bella, en particulier, parlant au nom du pays le plus récemment libéré, a lancé un appel pour que l'Afrique délivre elle-même les dernières parcelles de son territoire. Aide financière, aide militaire, la résolution finale, la plus complète de toutes celles adoptées, n'omet rien pour hâter la libération de l'Angola et de l'Afrique du Sud.

Le désarmement et la « dénucléarisation » de l'Afrique ont été également discutés. Les choses sont nettes. L'Afrique ne veut pas devenir le champ d'essai des puissances nucléaires et la France, si cela continue, sera obligée d'aller faire éclater ses bombes au diable.

Cette conférence n'est qu'un début dans la voie de l'unité mais c'est un début intéressant. La charte finale, qui prévoit des rencontres fréquentes entre hommes d'Etat, est suffisamment souple pour préserver l'autonomie de chaque pays, mais en même temps, par son existence même, elle fait prendre conscience aux Africains de leurs intérêts et de leur fraternité commune. L'Empereur Haïlé Sélassié n'a-t-il pas déclaré : « Cette conférence est-elle un succès ? Disons simplement que nous avons commencé quelque chose en commun. »

Michel Joch.



La salle de conférence des chefs d'Etat africains à Addis-Abéba.

(A.F.P.)

GENÈVE : LA CONFÉRENCE DU G. A. T. T. OU LES CONTRADICTIONS DU BLOC OCCIDENTAL

LA conférence du G.A.T.T., qui vient de se tenir à Genève, n'a peut-être pas retenu l'attention des militants. Ces histoires de tarifs douaniers, d'abattements, de contingent, tout cela, dans la presse, a l'air tellement technique, tellement rébarbatif qu'on en laisse la lecture à des spécialistes.

En réalité, par delà le rideau de fumée d'un certain langage, ce sont là des questions très claires, très concrètes, qui mettent singulièrement en lumière les contradictions insurmontables du bloc occidental et du système capitaliste mondial tout entier. Un peu d'histoire n'est peut-être pas inutile pour apprécier ce dont il s'agit.

Le résultat d'un échec

Et d'abord, qu'est-ce que c'est que le G.A.T.T. ? Ces initiales désignent en anglais l'Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce (General Agreement on Tariffs and Trade) qui n'est rien d'autre que le résultat d'un échec.

En effet, c'est en 1947 que fut réunie à La Havane une grande conférence internationale d'où devait sortir un vaste plan d'organisation du commerce mondial. Il n'en sortit finalement presque rien. Le Sénat des Etats-Unis refusa de ratifier la Charte de La Havane, où il voyait une offense aux principes sacro-saints du libéralisme économique. Du coup, aucun Parlement ne la ratifia. De ce vaste plan, il ne resta plus que le G.A.T.T., accord limité à quelques principes très généraux.

Les Etats signataires (ils étaient alors vingt-trois, ils sont aujourd'hui plus de cinquante) s'engageaient à ne pas créer de discrimination entre eux, ni dans le domaine des tarifs douaniers ni dans celui des contingents.

Les Etats signataires s'engageaient également à ne pas augmenter leurs tarifs douaniers par rapport à 1947 et à les réduire progressivement.

La montagne accouche d'une souris

Cette réduction devait se faire, produit par produit, sous la forme d'engagements bilatéraux. Des négociations interminables s'engagèrent et n'aboutirent qu'à des résultats dérisoires.

Cependant les difficultés du commerce mondial s'aggravaient et touchaient les Etats-Unis. Champion du libéralisme économique dans le monde, le capitalisme américain est protégé dans son propre fief par des barrières douanières très élevées, ce qui freine, bien entendu, les exportations des autres pays vers les U.S.A. mais se révèle, à la longue, par voie

de réciprocité, un obstacle aux exportations américaines elles-mêmes.

Comme on le sait, la balance des paiements des Etats-Unis est largement déficitaire. Aussi a-t-on pensé qu'un développement des exportations pourrait rétablir la situation du dollar. Pour y parvenir, il fallait accepter d'abaisser les tarifs douaniers américains en échange d'un « désarmement douanier » des autres Etats.

Tel est l'objet de la loi sur l'expansion du commerce (Trade Expansion Act) qui fut récemment votée par le Sénat des Etats-Unis. Cette loi autorisait le gouvernement américain à réduire les tarifs douaniers, dans le cadre d'une négociation générale. Tel était aussi l'objet de la conférence de Genève.

La guillotine ou le sécateur

Devant l'échec des négociations bilatérales par produit, les promoteurs américains de la conférence proposaient une négociation globale et un abaissement forfaitaire de tous les tarifs. La proposition Herter d'« abattement linéaire » consistait à réduire tous les droits de douane d'un même pourcentage. C'était le système de la guillotine.

Mais, rétorquaient les Européens, les droits ne sont pas les mêmes dans tous les pays. Les droits américains sont plus élevés que les nôtres. Si l'on réduit tout de moitié, certains droits perçus en Europe seront presque nuls tandis que les entreprises américaines, libres de nous envahir, jouiront encore d'une protection douanière appréciable.

D'où le système proposé par les Européens : fixer d'abord un tarif « douanier idéal » (rien pour les matières premières, 5 p. 100 pour les produits demi-finis, 10 p. 100 pour les produits manufacturés) et calculer l'abattement sur la différence entre ce tarif idéal et le tarif réel. Ainsi les abattements seraient d'autant plus importants que les tarifs seront eux-mêmes plus élevés. La haie serait égalisée : c'était le système du sécateur.

U.S.A.-Europe : match nul

Toute la conférence a tourné autour de ces deux systèmes. Les débats furent parfois violents, les interruptions fréquentes, y compris un voyage éclair de Giscard d'Estaing à Paris. C'est que l'enjeu était de taille. Il est facile de faire dans un grand discours, à l'O.T.A.N. ou ailleurs, de belles déclarations sur la solidarité occidentale, mais les problèmes de rivalité commerciale sont plus sérieux : les chiffres et les gros sous ne se prêtent pas aux discours.

Une chose irrita particulièrement le ministre américain Herter, c'est

que les propositions des six membres de la Communauté économique européenne lui soient toujours présentées par un seul porte-parole et que les discussions entre membres de la C.E.E. aient lieu à huis clos. Il aurait préféré négocier avec les six ministres séparément.

Bien entendu, les contradictions d'intérêt ne manquent pas non plus entre les partenaires de la Petite Europe, mais la présence du grand loup américain leur donnait, à Genève, des intérêts communs à défendre.

Finalement, ce fut un match nul. On allait se quitter sur l'échec total lorsque fut adopté le compromis présenté par le docteur Erhard. Le principe de l'abattement forfaitaire est adopté mais l'autre système sera employé lorsqu'il y aura des « disparités sensibles » entre les tarifs douaniers. Quant à l'appréciation et à la définition des disparités sensibles, ce sera la tâche des experts qui prépareront la grande négociation douanière de 1964.

En somme, le compromis Erhard ne règle rien du tout. Il permet seulement de sauver la face... et de recommencer.

Les tarifs mondiaux et la lutte des classes

La question des tarifs douaniers n'est qu'un aspect particulier du problème général des prix. Or, la disparité des prix mondiaux est elle-même un aspect de la lutte des classes à l'échelle internationale. Ce qui détermine la différence entre le prix d'une heure de travail à Dakar ou à Paris, à Monrovia ou à New York ce n'est pas la loi de l'offre et de la demande, c'est le rapport de force entre les acheteurs et les vendeurs. C'est parce qu'elles sont les plus fortes que les puissances achètent à bas prix les produits tropicaux et vendent au plus cher leurs propres produits — à tel point que l'écart s'accroît entre pays riches et pays pauvres et qu'on peut même se demander si la théorie de la paupérisation absolue, infirmée à l'échelle des nations industrielles, ne se vérifie pas à l'échelle mondiale.

Dans un cas comme dans l'autre, ce sont les intermédiaires qui profitent de la confusion, quitte à se disputer entre eux pour le partage.

Les contradictions qui sont apparues à la conférence de Genève sont celles de ces messieurs. Elles ne disparaîtront qu'avec leur système.

Quant à l'organisation rationnelle des marchés mondiaux, elle dépend de l'union des peuples, et notamment de la solidarité entre les peuples d'outre-mer et les peuples d'Europe contre leurs exploités communs.

Manuel Bridier.

UN SCANDALE DE

L'EDUCATION PHYSIQUE DA ECOLES ET COLLEGES DE

LES résultats encourageants obtenus par l'équipe de France d'athlétisme, qui sont dus en grande partie à l'esprit accrocheur donné à l'équipe par son animateur, ne doivent pas faire oublier que chaque année de jeux olympiques tous les spécialistes s'inquiètent de la médiocrité des résultats obtenus.

Le leitmotiv est qu'il faut commencer le travail au niveau des écoles primaires, des collèges et des lycées.

Bien sûr ! Mais un an après personne n'y pense plus et cela permet, par exemple, à un candidat U.N.R. (M. Jean Bouvel, 52^e circonscription) de déclarer (tract) que le problème de l'équipement sportif est résolu grâce au gouvernement du général de Gaulle.

Notre enquête porte sur les écoles et les collèges d'enseignement général, commercial et technique.

Nous ne parlerons pas des cas limites qui donnent lieu périodiquement à des conférences de presse des trois syndicats de professeurs d'éducation physique, mais seulement des écoles et collèges dans lesquels la situation est jugée normale par la Direction de l'Enseignement, les parents et même parfois par... les professeurs.

Où, certains professeurs arrivent à trouver normal ce que nous allons décrire pour avoir disposé par exemple pendant des années d'une cour de 15 m x 10 ou d'une école sans préau.

Le premier problème est celui des effectifs, la moyenne se situe à 40 élèves. 40 élèves c'est toujours trop, mais en éducation physique c'est démentiel. En classe, les élèves sont assis devant le professeur, il en est tout autrement en éducation physique.

Le professeur, après quelques mouvements d'ensemble pour échauffement, organise quatre ateliers faisant chacun un travail différent, on concevra facilement qu'il est difficile pour le professeur de repérer les bavards et les « chahuteurs » dans les trois autres groupes que celui dont il s'occupe.

Nous avons vu un professeur opérer avec 42 élèves, puis avec 25, les différen-

ces en ce qui concerne la discipline, et en conséquence : le rythme, l'intérêt et l'efficacité, étaient impressionnantes.

Le cadre des professeurs d'éducation physique de la Ville de Paris ne possède aucun professeur suppléant temporaire pour remplacer les malades, de ce fait les professeurs travaillent au maximum de leurs forces, il arrive de ce fait des accidents dramatiques.

Les horaires

De la 9^e à la 7^e, deux leçons d'une demi-heure, soit déshabillage et rhabillage compris vingt minutes de travail, deux fois par semaine. Il faut y ajouter que le plein air n'entre plus dans les attributions du professeur, mais de... l'instituteur (sic) lequel

L'affiche et la réalité

Nous avons vu, dans le hall du Haut Commissariat aux Sports, une magnifique affiche : elle représentait un stade idéal avec des peupliers dans le lointain; au premier plan un professeur regardait grimper une pin-up. La légende ? « Venez professeur d'Education physique, un métier sain, agréable, au grand air ».

Tel l'engagé, le professeur d'Education physique est une victime des affiches.

résout la question en faisant une dictée ou deux problèmes pendant ce temps. Les classes de 11^e et de 10^e n'ont plus depuis le général qu'une demi-heure hebdomadaire au lieu d'une heure. De la 6^e à la 3^e, les deux leçons hebdomadaires sont d'une heure, mais le plein air disparaît de l'emploi du temps. On voit de suite l'insuffi-

sance criante de ces horaires, pendant que l'on nous rebat les oreilles avec les demi-journées de plein air, solution qui est en vigueur dans une demi-douzaine d'écoles pour toute la France.

Les locaux

L'éducation physique est donnée dans la cour de l'école, généralement 35 m x 20 avec des arbres en bordure et au centre, générateurs de bien des accidents. Le sol de la cour est en asphalte ce qui signifie que deux heures après une petite pluie la cour est encore inutilisable, grasse et humide. Lorsque le professeur veut faire courir un 50 mètres chronométré, il opère dans la rue, sur le trottoir. Il est naturellement impossible de pratiquer le lancer du poids, le saut en hauteur est dangereux, les grands jeux collectifs (football, hand-ball, etc.) impraticables.

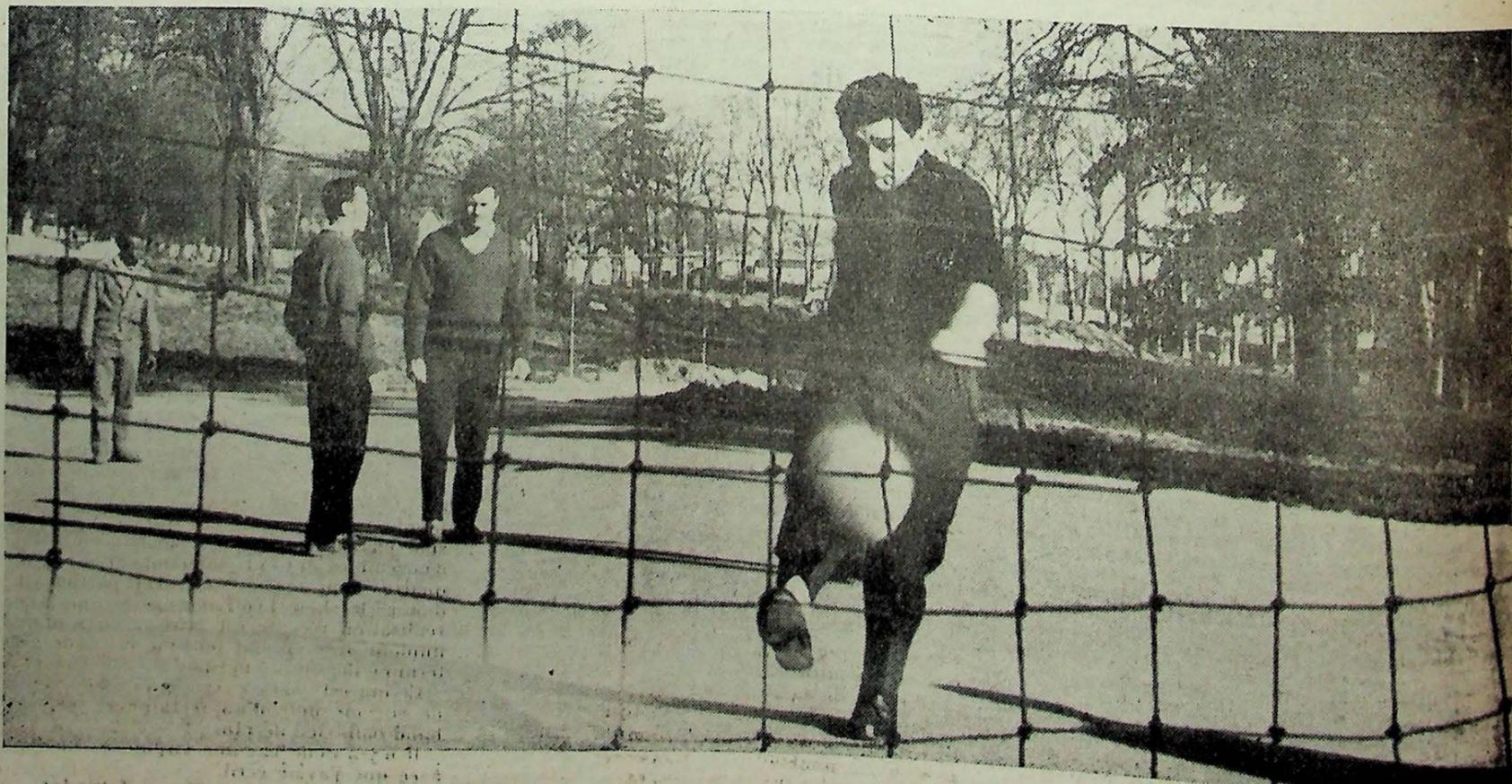
Une heure de récréation le matin et une heure l'après-midi font que le professeur opère le plus souvent dans le préau.

Le préau

Il assure son rôle de préau, bien sûr, c'est-à-dire de lieu de récréation en cas de pluie, mais encore il est utilisé comme salle de conférences, de spectacle, de chant choral, de réfectoire, enfin, c'est là son utilisation dernière comme salle d'éducation physique. Une surface de 18 x 12 m dont un tiers est occupé par l'estrade (pour la distribution des prix), les tables et bancs du réfectoire, le matériel d'éducation physique. Il y manque souvent des carreaux même par — 12 comme cet hiver. Le préau est lavé de temps en temps, pas souvent, et le professeur a intérêt à apprendre le maniement du balai si il ne veut pas travailler au milieu des croûtes de pain, trognons de pommes, pelures d'oranges et autres débris !

Trois sur dix des professeurs interrogés se plaignent de faits de ce genre, et nous avons pu le constater nous-même. Trente pour cent des préaux dont le sol est constitué de « petits carreaux » sont mieux

PAS
ASSEZ
de
stades



Donner le stade Léo-Lagrange comme une réalisation récente est faire preuve d'un humour très spécial, puisque ce stade est terminé depuis... 25 ans !

(Photo Tribune.)

PLUS : DANS LES RUES DE LA SEINE

tenus. Il faut dire à la décharge des femmes de service en nombre insuffisant qu'elles sont payées moins de deux francs de l'heure.

Le préau est aussi, il faut le constater, un lieu de passage : les punis, les blessés, ceux qui sont tombés et qui ont besoin de se laver y sont amenés ; dans certains cas, il est impossible de sortir de l'école ou d'aller dans la cour sans passer par le préau, enfin il peut aussi servir de « salle des maîtres » pour les écoles qui n'en possèdent pas. Pendant les récréations le bruit y est infernal et il faut une voix de stentor pour se faire entendre à quatre mètres.

Dans ces conditions le métier de professeur devient adjudantisque !

Le matériel

Il faut de cinq à dix ans pour obtenir une barre parallèle, trois pour des poteaux de sautoir ou un espalier suédois qui ne sera posé que trois ans plus tard par le service intéressé. Le matériel abîmé n'est jamais réparé, à telle enseigne que l'on murmure, à tort sans doute, que le principal fournisseur « arrose » le service des réparations pour qu'il ne fasse rien afin que l'on puisse commander du matériel nouveau, et cela est symptomatique. Un professeur me dit avoir demandé régulièrement tous les ans, depuis dix-huit ans, un quatrième crochet pour corde à grimper afin de pouvoir faire travailler ses quatre équipes à la fois. Avec quelques tapis, des cordes pour le grimper, des poteaux de sautoirs, quelques balles lestées et quelques ballons, le professeur est considéré comme nanti.

Les accidents

Ils sont chaque année plus nombreux, la presse s'est fait l'écho des accidents mortels qui surviennent chaque année pendant les heures d'éducation physique. Un choix est à faire, me disait un professeur d'éducation physique dont le médecin de l'école m'affirmait qu'il avait très peu d'accidents : « Ou bien je fais pratiquer le rouleau à mes élèves et j'ai trois fractures par an, ou alors je ne le fais pas pratiquer. »

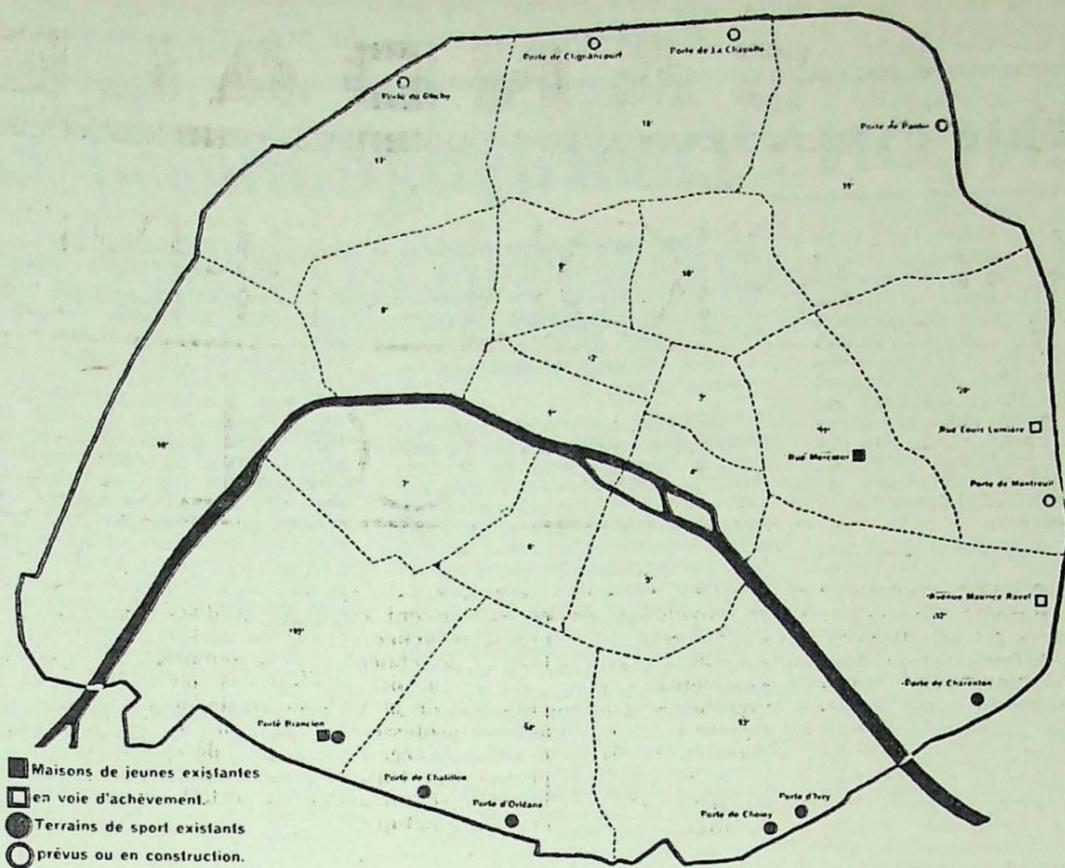
Le service médical

Il est assuré par l'assistante sociale qui a la responsabilité de tout le groupe scolaire, c'est-à-dire école de filles, école de garçons, collège (filles et garçons), enfin maternelle, soit environ douze cents élèves ! Soigner les blessés, vaccinations, visites des malades.

Le médecin de l'école qui depuis deux ans ne voit plus la totalité des élèves mais seulement ceux qui lui sont signalés par les différents professeurs. C'est ainsi qu'un cardiaque grave a été signalé au professeur d'éducation physique d'une école au mois de... mai !

Un problème à résoudre

N'en déplaise à l'U.N.R., le problème n'est pas résolu. Bien que depuis le ministre Billières, il soit obligatoire de prévoir dans toute école nouvelle, agrandie, surélevée, une salle d'éducation physique et un réfectoire, rien n'est jamais venu dans les faits prouver qu'un tel décret avait été signé ; au contraire, des ordres précis sont donnés aux architectes pour qu'ils passent outre à cette partie du cahier des charges. En réalité, le projet présenté comprend toujours les locaux obligatoires, mais le projet terminé on s'aperçoit que réfectoire et salle d'éducation physique ont disparu et sont remplacés par deux classes, par exemple. Le professeur d'éducation physique pour exercer



(Photo Tribune.)

L'équipement sportif de la Ville de Paris : rien, ou pratiquement rien.

n'a rien de ce qui peut être considéré comme le plus élémentaire : vestiaire, douche, gymnase, portique, peu ou prou de matériel, et aucun local qui lui soit propre, et il exerce jusqu'à soixante ans !

Quelques palliatifs rapidement réalisables :

Que les directives Billières réaffirmées par M. Herzog soient respectées. Que des toits en terrasses aménagées en plateau et entourées de grillage, comme un tennis, soient la règle pour les établissements scolaires.

Que les professeurs d'éducation physique puissent sans rien perdre, comme le personnel de la police, prendre, s'ils le désirent, leur retraite à cinquante-cinq ans, et qu'ils bénéficient du demi-service à partir de cinquante ans jusqu'à cinquante-cinq.

Vous voyez cet homme de soixante ans qui démontre vingt heures par semaine le rouleau ventral avec chute sur un tapis-brosse posé sur le bitume, ou l'équilibre à la barre, quand il en a une, ou plus simplement la marche à quatre pattes !

Il y a donc tout à faire tant pour les élèves que pour les professeurs mais, malgré les paroles optimistes de M. Herzog, on ne voit pas que le régime actuel puisse faire quelque chose pour améliorer cette politique de l'enseignement au rabais. Lorsque l'enseignement aura dans le budget la part qui lui revient : la première, l'éducation physique obtiendra ce qu'elle

nécessite, et ses besoins sont grands. La France n'est pas assez riche pour avoir à la fois une force de frappe et des terrains de sport.

Aux parents de choisir !

J'en étais là quand j'ai reçu une documentation du service d'information de la Ville de Paris. Je le présente ici avec un commentaire. Cette documentation nous permet d'avoir :

Le point de vue de l'Administration

Il est exposé dans trois feuillets intitulés : « L'équipement sportif des Parisiens. » :

« Paris ne possède, à l'heure actuelle, que 25 p. 100 de l'équipement qui lui serait nécessaire. (...) Pourquoi ce retard ? Comme dans d'autres domaines, un élément a été déterminant : la poussée démographique. (...) Paris s'endormait dans un équipement sportif vétuste... (...) Depuis 1959, le déblocage des crédits et une politique dynamique ont permis de rattraper une partie de ce retard. (...) Pour pallier la carence de terrains, il faut des aménagements à l'intérieur de Paris. Une solution est déjà partiellement apportée en réservant dans chaque îlot rénové un terrain destiné à la culture physique. »

Ces citations résument parfaitement la première page. Qu'en est-il de ces affirmations ?

Admettons le chiffre de 25 p. 100 annoncé et aussi que la responsabilité de l'état de choses présent n'est pas le fait du gouvernement actuel mais d'une imprévoyance de nombreuses années. La poussée démographique pouvait être prévue, était prévue.

Par contre il est certain que la situation n'a fait qu'empirer depuis 1959. La diminution des horaires, la suppression d'un poste d'inspecteur, la suppression des secrétaires des mêmes inspecteurs, tout cela est le fait de l'équipe actuelle.

Appeler une solution le fait de réserver un terrain dans chaque îlot reconstruit (quand ?) est d'autant plus démagogique qu'il en sera sans doute de cette mesure comme de celles du décret Billières, elle ne sera pas appliquée et il sera si facile de trouver de bonnes raisons. La deuxième page de ces feuillets parle des maisons de jeunes, qui pour être un aspect intéressant de l'équipement de Paris sortent totalement du cadre de l'équipement sportif.

La page trois nous cite un certain nombre de réalisations récentes. Elles sont au nombre de six, mais ces informations ne sont pas sérieuses, elles parlent en effet d'ensembles qui ont été commencés il y a quatre, cinq ou six ans. En particulier donner le stade Léo-Lagrange comme une réalisation récente est faire preuve d'un humour très spécial puisque ce stade est terminé depuis... vingt ans !

Ce qui est exact, c'est que ce stade vient de se voir doté d'un terrain couvert de hand-ball, rien de plus.

Il n'y a donc pas une virgule à changer à ce que j'avais écrit.

Pierre Barjodes.

La question des stades

Préparer à Lyon une installation apte à organiser les jeux olympiques demande une mise de fonds considérable. Il s'agit de recevoir et d'héberger cent quarante nations. Rappelons que l'Etat italien, qui avait donné sa couverture pour l'organisation des jeux, dut renflouer les organisateurs.

La création d'un stade de cent mille places à Paris est axée sur le même principe de « la grandeur ». Il est impossible de savoir quel sera le montant de ces travaux qui sont inachevés actuellement, ou seulement prévus, et les prévisions sont toujours largement dépassées.

Il est néanmoins certain qu'avec les sommes prévues ou déjà dépensées, il eût été possible de résoudre le problème des petits plateaux et des petits stades dans la plupart des grandes villes de France. Nous préférons voir les sportifs sur le stade que sur les gradins.

Le stade de cent mille places peut se faire, mais après, notre politique doit être celle de la récupération du plus grand nombre, avant de penser à la sélection, solution de facilité.

ALENÇON : Débrayage massif chez SINGER

(De notre correspondant à Alençon GUY COUDERC)

Il y a eu un débrayage d'une heure à la compagnie Singer d'Alençon (usine d'ameublement pour machines à coudre, avec 350 ouvriers). Le débrayage a été suivi à 92 %. Ainsi le conflit entre la direction et les représentants de l'ensemble du personnel (délégués C.G.T. et C.F.T.C.) est mis sur la place publique. Quelques heures plus tard, un des délégués C.G.T., militant du P.S.U., rencontra le correspondant de Tribune Socialiste. Conversation devant un verre :

T.S. — J'ai appris que vous avez débrayé cet après-midi. Comment cela s'est-il passé ?

DELEGUE C.G.T. : Très bien ; le mouvement a été suivi à 92 %. Les copains délégués se sont bien comportés, l'organisation matérielle du débrayage a été bonne. Le secrétaire de l'U.D. C.G.T. a pris la parole. Un représentant de la presse se trouvait là et a pris des photos. Ainsi les habitants de la région sauront comment se comporte la compagnie Singer avec ses ouvriers. Je crois que notre mouvement revendicatif est

bien parti. C'était une première action d'avertissement, d'autres suivront sous diverses formes.

T.S. — Quelles sont vos revendications ?

DELEGUE : D'abord l'augmentation des salaires de 5 %, puis l'application intégrale de la convention collective de l'ameublement, et surtout l'article prévoyant que tout ouvrier travaillant aux pièces ou au rendement a droit à 10 % de plus que le minimum vital. Pour l'augmentation de 5 %, la direction se refuse à tout accord, prétextant qu'elle a perdu beaucoup d'argent depuis trois ans qu'elle est à Alençon. Ce n'est pas notre faute, à nous ouvriers, si la précédente direction (l'ancien directeur a été « démissionné » par la direction de New York) était incapable. Nous estimons que la Compagnie Singer, trust international ayant des usines aux U.S.A., en France, en Italie, en Allemagne, en Ecosse, etc., a les reins assez solides pour nous accorder

5 % d'augmentation. Mais la position de la compagnie est la suivante : nous n'augmentons les salaires que lorsque le S.M.I.G. nous y oblige. Rends-toi compte qu'un O.S. a un salaire de base de 0,63 F au minimum de sa catégorie. Naturellement, il y a le travail aux pièces, mais les chronométrages sont souvent faux, les pièces ne sont pas du tout mauvaises, etc., si bien que les copains se retrouvent avec une paye de 89 à 100 F à la fin de la semaine. Naturellement, ils en ont assez et ils veulent que leurs salaires remontent la pente.

T.S. — Singer doit réaliser d'énormes bénéfices ?

DELEGUE C.G.T. : En principe, oui. Elle a reçu des subventions de l'Etat pour venir s'installer à Alençon. La ville a dû lui donner certains avantages, en plus elle paie moins cher les ouvriers à Alençon qu'elle les payait à Bannières où elle était avant, et la production a doublé depuis trois

ans. C'est les bénéficiaires de la fameuse décentralisation ; c'est tout simplement scandaleux.

T.S. — Le problème dépasse-t-il le cadre de l'entreprise Singer ?

DELEGUE C.G.T. : Très certainement, c'est le système qui est remis en cause ; c'est l'avenir de la région. Les entreprises décentralisées croyaient trouver dans l'Orne une main-d'œuvre bon marché et docile, peu combattive. Sur ce dernier point, je crois qu'ils se sont trompés. La preuve, c'est qu'il y a une « poussée » vers les syndicats : trois nouveaux syndicats en quinze jours, 400 nouveaux militants à la C.G.T. en deux mois. C'est le réveil d'une partie de la classe ouvrière qui s'aperçoit que le gaullisme les a endormis pendant cinq ans. Maintenant c'est fini, il y a un net réveil syndical et politique. Je crois que, dans les mois à venir, il faudra s'attacher à la formation des jeunes, car nous manquons de cadres, et aussi à une meilleure coordination d'actions entre les différents syndicats.

GRENOBLE : Discussions sur la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise

(De notre envoyé spécial à Grenoble, Maurice COMBES)

GRENOBLE, cité en pleine expansion, cité du conflit Neyrpic, a été les 24 et 25 mai le théâtre d'un imposant colloque sur la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise. Organisé sur l'initiative de M. Gérard Debernis, professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques, ce colloque réunissait un certain nombre d'universitaires, de parlementaires et de militants syndicalistes, parmi lesquels plusieurs secrétaires confédéraux : pour la C.G.T., notre camarade Jean Schaeffer ; pour la C.F.T.C., Robert Mathevet ; pour F.O., René Louet.

Remarquons que ce colloque revêtait un intérêt particulier dans la ville où la section syndicale d'entreprise a été officiellement reconnue (chez Neyrpic). Cependant cette reconnaissance à laquelle il vient d'être procédé — et qui était déjà prévue par l'accord de 1962 — ne met pas fin au conflit engendré par la rupture de la partie de l'accord concernant les salaires. C'est ce que soulignent actuellement les syndicalistes et les universitaires qui les soutiennent dans leur lutte.

En effet, M. Glasser, le président-

directeur général, n'offre que 1 % d'augmentation pour l'année en cours contre les 6 % prévus par l'accord Neyrpic. Le conflit apparaît donc sans issue. Notons que la direction vient de réduire à 25 heures la durée hebdomadaire du travail d'un atelier. Mais quoi qu'il en soit, le problème d'une participation réelle des syndicats à la gestion de l'entreprise demeure posé. Si le personnel de Neyrpic devait continuer à être livré à l'arbitraire patronal, la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise serait vidée de son contenu.

Ce point de vue ne pouvait manquer d'être exprimé au colloque à l'ouverture duquel Gérard Debernis devait rappeler le mot démodé d'Hauriou : « Les institutions sont des armistices sociaux. » Et le recteur de l'université de Grenoble indiquait de son côté que « le droit du travail reste un droit d'exception. »

La première séance du colloque a été consacrée à l'exposé et à la discussion d'un rapport de M. Paul Bouchet sur les difficultés rencontrées par le syndicat du fait de la non-reconnaissance de la section syndicale d'entreprise. Dans ce rapport, il a été notamment question de la multiplication des « affaires dites de principe » devant les prud'hommes, des difficultés de déplacement des délégués syndicaux à l'intérieur de l'entreprise, des difficultés rencontrées

pour la propagande, l'entreprise n'étant pas un « lieu neutre ». Dans sa réponse aux intervenants, M. Bouchet a souligné que la reconnaissance de la section syndicale constituerait une sécurité juridique pour les salariés et les employeurs.

La puissance des syndicats

La seconde séance a été marquée par l'exposé du professeur Sellier, de l'université d'Aix-en-Provence, sur les expériences étrangères de reconnaissance de la section syndicale d'entreprise et par l'exposé de Pierre Ollier, maître de conférences à l'université de Grenoble, sur la signification de la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise en droit du travail français.

En ce qui concerne les expériences étrangères, il convient de remarquer que la reconnaissance effective de la section syndicale dépend de la puissance des syndicats. On distingue d'ailleurs les pays où le syndicat a le monopole de représentation et de négociation au niveau de l'entreprise (Etats-Unis, Suède, Grande-Bretagne, Belgique), et les pays où l'organe représentatif légal n'est pas le syndicat (Allemagne, Italie, France).

La semaine prochaine, nous étudierons la position des différentes organisations syndicales sur le problème de la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, à la lumière notamment de la discussion sur l'exposé de M. Ollier.

Les Métallurgistes F.O. pour l'action commune avec la C.F.T.C. et la C.G.T.

LA Fédération Force Ouvrière de la métallurgie a réuni son Congrès national à Paris les 24, 25 et 26 mai.

Dans son rapport d'activité, Antoine Laval, le jeune et dynamique secrétaire général adjoint, a souligné qu'il fallait pour « capter l'audience des jeunes — et sans ignorer les doctrines du passé — rechercher par des méthodes pragmatiques les voies du syndicalisme de l'avenir, qui sera avant tout réaliste ».

Les principales revendications de la Fédération sont le retour progressif aux quarante heures et — ce qui est nouveau — l'inclusion de la durée réelle du travail dans les conventions collectives ; la revalorisation des salaires et l'extension du salaire mensuel garanti. La Fédération se prononce également pour la défense et l'extension des droits syndicaux au sein de l'entreprise, la protection des militants et des délégués, de préfé-

rence à la reconnaissance formelle de la section d'entreprise dans laquelle elle voit un danger de corporatisme.

En ce qui concerne les moyens d'action, Malnoé, l'actif responsable des métaux de Saint-Nazaire, a déclaré : « Nous sommes restés trop longtemps en deçà de nos possibilités en raison d'hésitations qui nous conduisaient à l'isolement. Tout était alors trop facile pour la C.G.T. et la C.F.T.C. qui voulaient nous faire supporter le poids de certains échecs... »

Aussi le Congrès s'est prononcé pour l'action commune avec la C.G.T. et la C.F.T.C., la lutte menée par les travailleurs de chez Neyrpic ayant à cet égard valeur d'exemple.

Par contre, les métallurgistes F.O. se refusent à envisager l'unité organique avec la C.G.T. qu'ils ne considèrent pas comme suffisamment indépendante du Parti communiste.

M. C.

2 splendides volumes de VICTOR HUGO

ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES

ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES

à des conditions exceptionnelles

L'Œuvre de Victor Hugo domine toute l'histoire littéraire, et par son rayonnement, l'histoire tout court.

Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à réunir en un seul magnifique volume les ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES de Victor Hugo, dispersées dans plus de vingt recueils, la plupart introuvables.

Le triomphe, à la Foire du livre de Francfort, de ce chef d'œuvre de l'édition européenne a déterminé l'éditeur à publier, également en un seul volume, tous les romans de Victor Hugo : LES MISÉRABLES, NOTRE DAME DE PARIS, QUATRE VINGT TREIZE, etc..., complétés par certains textes inconnus.

Chaque volume relié pleine toile 21x27, 1600 à 1800 p. sur beau papier, tranche supérieure dorée, illustré de documents d'époque ou de dessins de Victor Hugo, est en vente séparément à notre Service Littéraire "Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle - Paris 7^e".

Hâtez-vous de profiter de cette offre car le tirage des ŒUVRES POÉTIQUES est en voie d'épuisement, et le prix des ŒUVRES ROMANESQUES est susceptible d'être prochainement révisé.



L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

Magnifique volume (COMBAT)... la dernière merveille (L'EXPRESSION)... indispensable recueil (FIGARO)... l'événement littéraire de l'année (ARTS)... un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION)... la Grande Encyclopédie du lyrisme français (LIBÉRATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)...

CONDITIONS DE FAVEUR

(FRANCE MÉTROPOLITAINE)

1^o) Chaque volume (vendu séparément) : 13 f 50 par mois (10 versements) 42 f par mois (3 versements) 120 f comptant.

2^o) les 2 volumes commandés ensemble : 26 f par mois (10 versements) 80 f par mois (3 versements) 228 f comptant.

Livraison immédiate à domicile. Transport, emballages gratuits. Faculté de retour.

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris 7^e.

Veillez m'adresser les 2 volumes de Victor Hugo 1 seul volume : Les Œuvres

en 3 mensualités en 10 mensualités.

Je choisis de régler comptant

Veillez trouver ci-inclus le montant de ma commande, de la première mensualité soit _____ frs en un chèque chèque postal joint

(Librairie Pilote - C.C.P. 13.905.31) mandat Veuillez m'adresser votre envoi contre remboursement de la totalité de ma commande de la 1^{re} mensualité.

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer dans les 48 heures le colis dans son emballage d'origine et qu'en ce cas, je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom _____ Profession _____

Adresse _____ Signature _____

n° de C.C.P. ou bancaire _____

Dijon : Colloque bourgeois et

colloque prolétarien

(De notre correspondant à Dijon, J.-M. DOTAL)

Le 22 avril dernier, le « Tout-Dijon » assistait à un dîner-débat organisé par « Côte-d'Or Expansion » sur le sujet suivant : « Dijon, ville bourgeoise, peut-elle devenir cité industrielle ? » Une demi-douzaine d'orateurs, industriels pour la plupart, y prirent la parole.

Le « plat de résistance » de ce dîner-débat fut sans conteste l'exposé fort brillant de M. Sachot, directeur des usines Amora. Analysant l'évolution de la société moderne, société industrielle à l'Est comme à l'Ouest (première habileté), l'orateur développa ce phénomène inéluctable de la concentration technique et financière « de plus en plus accentuée et de plus en plus généralisée dans les moyens de production, dans les moyens de vente, voire dans les services » ; l'exemple de la General-Motors fut préféré à Marx pour illustrer pareille affirmation. La concentration industrielle suppose dans l'esprit de l'orateur deux corollaires : la concentration urbaine d'une part et la transformation fondamentale et permanente des structures, d'autre part.

Vers une société bureaucratique...

A ce stade de l'exposé, il convient de s'arrêter quelque peu. M. Sachot décrit ici le craquement des structures traditionnelles dans les habitudes d'achat du consommateur, la vie familiale, l'instruction (« l'intelligence n'est l'apanage d'aucune classe », dit-il tout en ne soufflant mot de la démocratisation de l'enseignement) ; mais il insiste surtout, en capitaliste attentif, sur les bouleversements qui s'opèrent à l'intérieur même du monde des entreprises, opinion très sujette à caution, certes, mais très intéressante à connaître venant de l'adversaire. Notre bourgeois donc constate que « la notion de propriété s'éloigne de plus en plus de la notion de pouvoir », fait nouveau de notre société industrielle qui donne aux cadres une puissance de plus en plus considérable et qui, par là-même, — joli tour de passe-passe — « perturbe la notion même de classe » pour engendrer seulement de simples catégories sociales multiples ; à cela s'ajoute le développement du secteur tertiaire à mentalité de « col blanc » et l'union de ces deux phénomènes oblige M. Sachot à conclure sur ce point devant quelque cinq cents convives : « Vous comprenez aisément que vous êtes alors en présence non plus d'une révolution industrielle, mais essentiellement sociale. La société de demain risque moins d'être une société ouvrière qu'une société bureaucratique. » (1)

M. Sachot ne consacra enfin qu'une bien maigre partie de son exposé à l'industrialisation de Dijon, pour dire un certain nombre de banalités — mis à part le fait que 73 % de l'industrie côte-d'orientale sont télécommandés de l'extérieur, par le jeu des établissements situés en Côte-d'Or mais dont les sièges sociaux, c'est-à-dire les centres de décisions, sont extérieurs à la région Bourgogne-Franche-Comté ; — il aboutit à cette vérité première, connue de tous, à savoir : Dijon est une ville essentiellement bourgeoise, sous-industrialisée, qui doit s'efforcer à tout prix de se développer elle-même en abandonnant son esprit bourgeois d'antan pour acquérir « l'esprit bourgeois moderne et, mieux encore, l'esprit du chef », ou, autre solution, favoriser la venue de grosses affaires qui, seules, pourront donner à Dijon une réelle expansion.

Le bourgeois d'hier, le capitaliste d'aujourd'hui, le bureaucrate futur se sont donc tour à tour exprimés lors de ce « soit-disant débat » par la voix de M. Sachot. Par contre, les quelques représentants paysans et ouvriers (2) éparpillés dans la salle ne s'exprimèrent point ; l'ambiance réactionnaire et bourgeoise pour le moins de cette soirée, l'orientation strictement économique et financière du débat s'y prélaient très mal : « prêcher dans ce désert » eût été

une perte sèche d'énergie qu'ils s'évitèrent d'un commun accord.

Bref, comme le notait très justement le quotidien gauchisant de la région, le salarié est resté constamment absent du propos des orateurs. Aussi ce journal (3) devait-il organiser une table ronde, le 7 mai, avec la participation des organisations syndicales (C.F.T.C., C.G.T., F.O., F.E.N., A.G.E.D., section de l'U.N.E.F., F.D.S.E.A.) pour leur permettre de s'exprimer, de donner enfin le point de vue des travailleurs, censés construire cette société ouvrière jugée indésirable par M. Sachot.

Nous essaierons d'évoquer ici les principaux thèmes développés par les syndicats et qui ont fait la quasi-unanimité des participants, malgré les orientations quelque peu différentes des centrales. Une constatation première s'impose : chacun est parfaitement conscient de la nécessité impérieuse de l'industrialisation de Dijon, tout en soulignant les résistances que celle-ci rencontre auprès des pouvoirs publics et particulièrement de la municipalité où s'exprime, derrière le fantôme chanoine Kir, le petit capital dijonnais, soucieux de conserver son train-train petit bourgeois, sa vie facile à l'aide des bas salaires et redoutant plus que tout l'arrivée du grand capital, susceptible d'élever les salaires et de provoquer la disparition de certaines entreprises à dimension familiale.

...ou une société ouvrière

Le développement industriel de la ville ne pourra toutefois se réaliser que si certains problèmes, logement et formation de la main-d'œuvre, véritables préalables à l'industrialisation, sont résolus auparavant. En matière de logement, les chiffres sont évocateurs : alors que le taux d'accroissement de la population de Dijon a été de 24,3 % entre 1954 et 1962, la construction de logements a passé de 2.191 en 1958 au chiffre « record » de 1.220 en 1962. Ce phénomène, qui revêt une acuité particulière à Dijon, n'est pas spécifiquement local, certes.

De mauvaises langues ont également osé dénoncer, au cours de cette table ronde, les conceptions modernes de l'habitation : « Les logements populaires sont des clapiers, certes chauffés et assez bien équipés, mais où les bruits et l'exiguïté rendent parfois la vie impossible. Que dire des conditions faites aux enfants qui ne disposent pas d'espace réservé à leurs jeux ! » Mais passons, car nous savons depuis longtemps, hélas ! que les mauvaises langues disent souvent la vérité. Si une grosse firme hésite à s'implanter dans une ville sans logements, elle le fera d'autant moins si une main-d'œuvre qualifiée ne se trouve pas sur place pour l'accueillir. Or les possibilités d'intensification de la formation professionnelle sont très limitées. Chacun connaît le piteux état de l'enseignement en France, la force de frappe n'a-t-elle pas la priorité sur l'Université ! Sur le plan local, nous assistons chaque année, dans le secteur de l'enseignement technique, au refus de 800 à 1.000 demandes d'entrée à Dijon, 3.000 en Côte-d'Or. A la Z.U.P. de Chevigny, où les logements se bâtissent et seront bientôt habités, nous ne saurions déceler l'amorce de construction d'école.

Ayant insisté sur ces préalables, les syndicats furent amenés à préciser l'optique dans laquelle doit avoir lieu le développement ou plutôt les problèmes urgents que devrait résoudre une industrialisation rapide : les salaires, l'emploi et enfin le désert « Côte-d'orientale ». Les salaires sont anormalement bas à Dijon et en Côte-d'Or, par rapport au reste du pays. Là encore, des chiffres vaudront mieux que tout discours : la moyenne générale annuelle en Côte-d'Or est de 5.500 F, contre une moyenne nationale de 7.000 F, la moyenne pour la région parisienne étant de 12.000 F. Or on est ici enfoncé dans un cercle vicieux qu'il faudra bien se résoudre à briser un jour. Les bas salaires empêchent, d'une part, toute industrialisation, car notre région manque déjà de

main-d'œuvre qualifiée mais, de plus, celle qu'elle peut former quitte la Bourgogne pour les régions périphériques : Lyon, où les salaires sont plus élevés de 30 à 40 %, Sochaux, qui offre également une marge de 40 %, et Paris, de 50 %. En outre, à l'inverse des bénéfices capitalistes, les salaires sont toujours utilisés sur place ; il s'ensuit que le relèvement du niveau de vie des salariés favorise le dynamisme local par élargissement de la demande et se trouve être ainsi une des principales conditions du développement de notre région et de son chef-lieu.

L'industrialisation

D'autre part, la seule issue possible, propre à sortir de ce sous-développement, paraît être précisément cette industrialisation. Un choc serait nécessaire ; on songe évidemment à l'implantation d'une grosse usine de 10.000 ouvriers, telles que Michelin, Simca, Peugeot, qui avaient effectivement engagé des pourparlers avec la municipalité, municipalité qui... on connaît la suite. Quant à « Bourgogne-Electronique », cette expérience illustre bien les contradictions énoncées plus haut ; industrie en expansion, financièrement florissante, cette entreprise, embauchant de 2.000 à 3.000 personnes, eut tôt fait de s'acclimater aux bas salaires de la région. Sans doute, la main-d'œuvre féminine se laisse plus facilement exploiter, mais serait-ce la seule explication ? On peut en douter.

Logement, formation professionnelle, salaires, emplois, voilà bien des problèmes pour une seule ville, me direz-vous, et qui plus est, tous aussi fondamentaux l'un que l'autre. Mais avant de terminer, élargissons un peu notre champ de réflexion. Depuis une dizaine d'années, une phrase court sur toutes les lèvres pour caractériser l'économie française : « Paris et le désert français. » Dans un effort extraordinaire d'imagination, nos provinciaux découvrent parallèlement : « Dijon et le désert Côte-d'Or. » Triste réalité sur laquelle chaque organisation syndicale devait se pencher pour en souligner les méfaits. « L'agglomération dijonnaise, qui représentait, il y a cent ans, 8 % de la population, atteint aujourd'hui 40 %. La Côte-d'Or est donc en état de déperdition et de déséquilibre. Dijon est une excroissance sur un corps exsangue ; et ce mouvement, ces aspects malsains de l'économie côte-d'orientale ne font que s'accroître. » Aussi faut-il envisager l'avenir de Dijon dans le cadre du département. L'industrialisation du chef-lieu ne peut qu'être profitable, semble-t-il, au département, dans la mesure où s'implanterait un complexe industriel important qui essaierait plus tard dans les campagnes sous forme d'entreprises satellites ou étoufferait d'autres entreprises moyennes par la sous-traitance. « Ceci afin de créer à travers le département des activités complémentaires à l'agriculture permettant de retenir la population en excédent du milieu rural et de créer les services qui sont nécessaires à la vie agricole et rurale. »

Le fait dijonnais

Remarquons en terminant que ce dîner-débat aura quand même permis à l'opinion publique de prendre conscience de certains problèmes — ne serait-ce que par le slogan repris par la presse — et aura provoqué, grâce à un quotidien régional, une réaction des syndicats qui eurent le mérite de s'attacher concrètement au fait dijonnais, alors que M. Sachot fut plus préoccupé d'élaborer une savante théorie sur les transformations de la société industrielle et la disparition du concept de « lutte des classes ».

Nota : La commission « Action locale et municipale » de la Fédération P.S.U. de la Côte-d'Or a précisément orienté son travail sur deux problèmes : le logement, l'industrialisation.

ECHOS DES ENTREPRISES

DESARMONS-LES !

A l'initiative du mouvement de la Paix, cent quarante et un travailleurs de la Régie Renault avaient appelé tout le personnel à assister au colloque Renault consacré à la préparation des Etats généraux pour le désarmement et la Paix qui devaient avoir lieu le 19 mai.

A cet appel, répondirent environ quatre-vingts personnes. Pourquoi cette indifférence apparente des 35.000 travailleurs de Renault-Billancourt ? Pourquoi même les cent quarante et un qui avaient appelé à ce colloque n'étaient-ils pas tous présents ? Chacun sait pourtant que la quasi-totalité des travailleurs réprovoquent la guerre et connaissent les menaces que font peser sur l'humanité les bombes thermo-nucléaires.

Mais le vrai problème se situe sur un plan concret. Comment peut-on et doit-on s'opposer à la guerre qui menace la Paix ? Qui tire profit des monstrueux budgets militaires sinon les capitalistes ? Comment agir pour les désarmer ?...

...En plaçant exclusivement ou presque la question du désarmement sous l'angle de l'intérêt national, les participants au colloque ne contribuent pas à délimiter les vraies causes, les vrais responsables et en conséquence ne peuvent qu'éprouver les plus grandes difficultés à mobiliser les grandes masses.

Le grand succès du mouvement pacifiste en Angleterre par exemple provient du fait que les ouvriers anglais sont très sensibles au problème du désarmement unilatéral et affrontent leur propre gouvernement Macmillan, le responsable.

Nous n'avons rien à attendre de de Gaulle dont l'objectif est exprimé : il lui faut SA FORCE DE FRAPPE coûteuse et inutile.

NOUS N'EN VOULONS PAS. Les travailleurs N'EN VEULENT PAS.

Pour désarmer les tenants de la force de frappe qui tiennent l'Etat, l'armée, la police, le budget, c'est-à-dire le pouvoir, il nous faut lutter pour avoir les moyens d'appliquer une politique pour nous, contre eux.

Cela, c'est lutter contre le pouvoir.

A travers les mots d'ordre pour le désarmement unilatéral.

Comme toutes les expériences nucléaires, d'abord les nôtres.

Nous devons nous préparer pour cet objectif.

Les dépenses militaires de l'univers s'élèvent environ à 50 milliards de francs par an, c'est-à-dire un million de francs 1963 par minute.

Avec ces sommes, la totalité des pays sous-développés rattraperait le niveau de vie de la France en neuf ans.

ALGERIE

« Libérez vos femmes pour qu'elles prennent leurs responsabilités. En laissant les femmes prisonnières (elles sont 7 millions), c'est la moitié de notre peuple, de notre pays, qui est paralysée. Ne croyez pas que le voile les protège, c'est la Révolution qui les protégera. »

(Ben Bella, le 1er mai.)

« Aux récentes élections à bulletin secret pour la formation d'un Comité de gestion à la biscuiterie Gros à Alger, une femme algérienne a été élue. »

De « L'Étincelle », Renault-Billancourt.

ANARCHIE CAPITALISTE

Lors de la discussion du budget de l'Education nationale, « Le Monde » nous a rapporté que l'effectif réel des instituteurs n'est connu qu'à 4.000 près.

Alors, comment voulez-vous que soit prévu l'effectif des élèves, le nombre des écoles à bâtir, le nombre des classes à ouvrir ?

Rien d'étonnant si le nombre des élèves ne fait que croître et la qualité de l'enseignement ne fait que décroître.

De « L'Étincelle », Piessis-Robinson.

Le Front populaire

Daniel Guérin qui, en sa qualité de militant de la S.F.I.O., a été très directement mêlé aux événements de 1936 (il était lié par une étroite amitié avec Marceau Pivert), a écrit un livre de souvenirs sur le Front populaire. Cet ouvrage va prochainement paraître.

Avec l'autorisation de l'éditeur (1), nous publions ici des extraits de la préface, que nous croyons de nature à intéresser nos lecteurs, même si certains d'entre eux, comme nous-mêmes, ne portent pas sur les événements de 1936 la même appréciation que Daniel Guérin.

(1) Julliard, sous le titre *Front populaire, révolution manquée*.

Je m'expose au grief d'avoir raconté l'aventure du Front populaire à travers celle d'une équipe somme toute restreinte (n.d.l.r. : allusion à la gauche révolutionnaire, tendance de la S.F.I.O. animée par Marceau Pivert), dont l'odyssée peut, au moins à l'observateur superficiel, apparaître moins digne d'intérêt que l'épopée elle-même. Mais, au risque de surestimer notre rôle, je réponds que, de ce grand mouvement, nous étions partie intégrante. Mieux : nous en avons été les initiateurs, en maintes occasions l'élément moteur ; et, du début à la fin, la conscience critique. Nous avons été mêlés à toutes ses péripéties, celles d'« en bas » comme celles d'« en haut » : d'une part, nous n'avons jamais cessé d'être liés aux masses ; de l'autre, nous avons été associés d'assez près à l'activité gouvernementale. Le Front populaire a été, dans une assez large mesure, notre Front populaire. Nos faits et gestes qui, au premier abord, paraissent apparaître comme de la « petite histoire », éclairent donc peut-être la plus large histoire, aident à dévoiler son mécanisme interne, laissent filtrer ses secrets.

J'encours aussi le reproche d'avoir donné une importance exagérée aux luttes de minorités et de fractions. Mais ces luttes ne sauraient être passées sous silence parce que leur narration aide à atteindre la vérité cachée ; les vices congénitaux du Front populaire, les causes de sa défaite ne peuvent être surpris qu'à travers les affrontements de minorités qui, contrairement aux grandes formations politiques aveugles ou béates, étaient, sans relâche, en quête de démystification et de redressement. L'une d'elles s'incarnait en un homme à l'expérience révolutionnaire universelle. Ne pas sous-estimer attentivement les jugements portés par Trotsky sur les étapes successives du Front popu-

laire serait — même quand il lui arrivait de faire erreur — aberrant.

On m'en voudra, enfin, d'avoir écrit un livre qu'anime encore la fureur des combats. Mais, en matière de luttes sociales, l'odeur de la poudre met des siècles à se dissiper. Ainsi l'histoire de la grande Révolution française est-elle toujours un champ de bataille. Je n'aurais pu écrire un livre « détaché » que si j'étais détaché des idées de ma jeunesse. Sans doute ne trouvera-t-on pas ici une histoire « objective » du Front populaire. Mon témoignage est partial, comme l'est tout témoignage, mais notre optique partisane nous a peut-être bien mis sur la trace de la vérité objective.

Devons-nous (comme aujourd'hui plusieurs de nos anciens coéquipiers) rougir de ce passé militant et devons-nous, par rapport à la tragédie mondiale dans laquelle a sombré le Front populaire, nous frapper la poitrine ? Il est courant, dans certains cercles, de soutenir que les luttes sociales en France auraient paralysé la préparation de la guerre et qu'ainsi le Front populaire porterait la responsabilité de la défaite de 1940 ; Léon Blum, devant le tribunal de Riom, s'est défendu pied à pied contre cette charge ; fait comme il l'était, il ne pouvait que la prendre très au sérieux.

Il serait, hélas ! plus exact, je crois, d'avouer que le Front populaire — celui conclu au sommet, entre partis politiques — a largement contribué au naufrage de la paix, fermé la porte, encore entrouverte, du désarmement ; avaisé et, ce qui est plus grave, fait avaliser par les masses le maintien du statu quo de Versailles ; brisé l'essor des luttes sociales au moyen du chantage à la guerre ; af-

faibli ainsi les forces démocratiques et antibellicistes ; enfin, par contre-coup, rejeté les travailleurs allemands — qui n'étaient pas tous nazis — dans les bras de leur dictateur.

L'équipe à laquelle j'ai appartenu pendant les années du Front populaire s'est trouvée prisonnière d'une terrible contradiction — une contradiction dont nous n'étions pas les

La vivacité des reproches dont nous harcelions les « stalinistes » d'alors ne devrait pas indisposer les communistes d'aujourd'hui. Sans doute une fatalité veut-elle que quelques-uns des vétérans du P.C. aient vu, depuis, leur bail indéfiniment reconduit. Mais le procès que nous intentions s'adressait au seul Staline, au seul stalinisme, et notre peu tendre réquisitoire était loin d'atteindre à la

par DANIEL GUÉRIN

fautifs, mais qui découlait de la nature même des choses. Nous étions à la pointe de l'antifascisme. Nous avons été les premiers à dénoncer le fléau de notre temps, à démasquer sa barbarie, à appeler les masses populaires à le combattre avec la plus extrême résolution. Les premiers à mesurer l'étendue de la victoire hitlérienne en Allemagne. Les premiers en France, après le 6 février, à appeler et à sceller le front unique antifasciste.

Et cependant, nous nous sommes toujours refusés à pacliser contre Hitler, avec notre classe dominante. Nous n'avons cessé de rappeler la part écrasante de responsabilité des gouvernements français dans la montée du national-socialisme. Et quand, faute d'un accord sur le désarmement, la colossale machine de guerre allemande s'est mise en marche, nous n'avons pas hésité à combattre de toutes nos faibles forces l'« union nationale », négation et trahison du Front populaire, du vrai, de celui qui avait conquis ses lettres de noblesse dans la grève générale de juin 1936. Nous n'avons pas voulu combattre l'hitlérisme en enchaînant les travailleurs au char de leur adversaire de classe, en les sacrifiant sur l'autel de la patrie. A tort ou à raison, nous pensions détenir un moyen tout différent de lutte contre le « fascisme international », un moyen qui nous appartenait en propre, celui de l'internationalisme révolutionnaire. Attitude réaliste, au demeurant, malgré ses apparences chimériques, car, parmi les « patriotes » qui, en 1938-1939, nous exhortaient à l'union sacrée, plus d'un devait, ensuite, soit à la remorque de Moscou, soit à celle de Vichy, pactiser avec Hitler. Si notre position était difficile, scabreuse même, s'il n'était pas aisé pour nous de trouver — et de faire admettre — une ligne juste entre des données si contradictoires, que dire des palinodies ultérieures de ceux qui aboyaient à nos trousses ? Notre attitude, au moins pour ceux d'entre nous qui n'ont pas dévié en cours de route, eut, à plus long terme, à défaut de popularité, le mérite de la constance et de la logique. Nous avons traversé la guerre et nous en sommes sortis sans avoir renié notre internationalisme, ni baissé pavillon devant l'un ou l'autre des kékis providentiels.

rigueur de celui engagé depuis, à Moscou même, contre le tyran déboulonné. Au surplus, nous nous sommes toujours efforcés de distinguer P.C. et stalinisme. Avec le premier, nous avons toujours prôné et pratiqué l'unité d'action ; toujours été prêts à le défendre contre les coups d'un anticommunisme réactionnaire. Par contre, nous n'avons pas hésité à dénoncer le stalinisme comme « une véritable syphilis du mouvement ouvrier ».

Ce témoignage risque, par ailleurs, de peiner certains socialistes, demeurés fidèles au souvenir prestigieux de Léon Blum. L'homme avait reçu en partage les dons les plus rares. Le gouvernement porté au pouvoir par les élections de 1936 valait, certes, infiniment mieux que la série noire de ses successeurs. Bien qu'il s'en soit un peu abusivement attribué les mérites, il reste associé, dans la mémoire de la classe ouvrière, aux conquêtes sociales arrachées par elle, de haute lutte. Et, dans ce sens, Blum n'eut pas entièrement tort de contester, rétrospectivement, l'échec, de tirer argument d'une « modification profonde de la vie nationale », d'une « transformation des rapports sociaux », d'un nouveau style de vie. Ces traits relativement positifs de son « expérience » seraient, paraît-il, des raisons suffisantes pour s'abstenir de le censurer, pour le nimber d'une auréole légendaire. Comment le Front populaire renaîtrait-il un jour si nous nous appliquions, par avance, à le dénigrer, à le rendre suspect, si, ne celant rien des circonstances et des causes de sa finale défaite, nous développons chez les militants d'aujourd'hui, qui n'y sont déjà que trop enclins, un « complexe d'échec » ?

Tels sont les arguments que l'on va m'opposer. Mais, à mon avis, la vérité seule compte, la vérité seule est révolutionnaire. Dangereuses sont les légendes et trompeuses les auréoles. Plus prestigieuses le leader et plus coupable sa carence. Nous avons un impérieux besoin de connaître, tels qu'ils ont été, aussi bien les événements que les formations politiques et les hommes. Ainsi seulement pourrions-nous tirer pleinement la leçon du cours pris par les uns, des erreurs ou des faiblesses des autres. Ainsi, surtout, si l'occasion d'un « nouveau Front populaire » nous était donnée, pourrions-nous éviter de retomber dans les mêmes trappes et, partant des mêmes prémisses, tenir le gouvernail d'une main, cette fois, plus experte et plus ferme.

Après Thermidor, les héritiers des hommes de 93, les babouvistes, étaient partagés entre deux attitudes : les uns croyaient nécessaire d'idéaliser le souvenir de Robespierre pour les mêmes raisons, exactement, qui incitent certains socialistes d'aujourd'hui à glorifier Léon Blum ; mais les autres, les durs, les conséquents, pour qui comptait avant tout la recherche des causes profondes de la défaite essuyée par la grande Révolution, n'hésitaient pas à dénoncer les coups portés à la Révolution par l'« Incorruptible » lui-même. A travers le XIX^e siècle, et jusqu'à la Commune, ce fut la perspective des seconds qui, finalement, l'emporta ; et ce fut grâce à ce travail, non de dénigrement, mais de démystification, que la Commune de 1871, continuateur de celle de 1793, tenta de se donner un contenu, non plus bourgeois jacobin, mais social et prolétarien.

Faire aujourd'hui la critique du Front populaire de 1936 me paraît tout aussi nécessaire ; une telle entreprise est la condition préalable d'un nouveau départ révolutionnaire.

TRIBUNE SOCIALISTE

fait profiter ses lecteurs amis des beaux livres d'une affaire exceptionnelle

en leur offrant pour
29,50 F
au lieu de
75 F

L'ouvrage désormais classique de Léon Moussinac
LE THÉÂTRE DES ORIGINES A NOS JOURS
dans sa magnifique édition reliée toile, sous emboîtage,
illustrée de 438 documents en noir et 15 p. couleurs.

On sait quelle autorité Moussinac représente en matière de Théâtre et de Cinéma. Son ouvrage, qui retrace l'évolution de l'Art Dramatique sous toutes ses formes (drame, comédie, ballet, opéra) et dans tous les pays, est un livre de fond pour toutes les bibliothèques, tant par la solidité de l'information, que par la prodigieuse richesse de l'illustration.

permet d'offrir un petit nombre d'exemplaires neufs, au prix dérisoire de 29,50 F (plus 3,70 F pour envoi recommandé) de cet ouvrage, naguère vendu 75 F en librairie. Nous serons heureux d'en faire profiter, avec faculté de retour, les premiers lecteurs qui répondront à cette annonce en envoyant le bon ci-dessous à notre Service Littéraire Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle Paris-7^e.



Une chance exceptionnelle nous

BON à adresser à LA LIBRAIRIE PILOTE,
30, rue de Grenelle - Paris-7^e :

Veuillez m'adresser, recommandé, LE THÉÂTRE de Léon Moussinac que je règle ci-joint 33,20 F (29,50 + port 3,70 F) en un mandat chèque chèque postal (inclus) au compte Librairie Pilote CCP Paris n° 13905.31.

Il est bien entendu que je garde la faculté de retourner l'ouvrage dans les 48 heures, et qu'en ce cas je serai immédiatement remboursé.

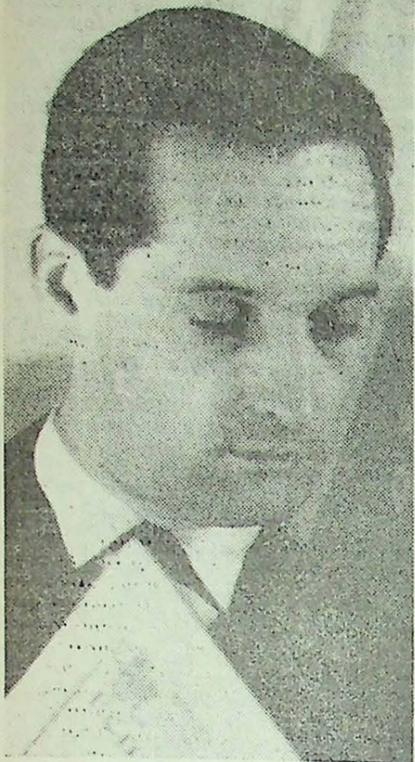
Nom T.S

Profession

Adresse

.....

PIERRE MENET VEUT ÊTRE LE PLANCHON DE L'ART LYRIQUE



(Photo Tribune.)

**Pierre Menet :
fait un programme.**

PREMIER prix du Conservatoire de Paris pour le violon et la direction d'orchestre, ancien élève d'Olivier Messiaen, de Fournier et de Suzanne Demarquez, Pierre Menet fut encore chef d'orchestre de la Gaité-Lyrique, après avoir débuté comme chef des chœurs, et collaborateur de la R.T.F.

La fermeture de la Gaité-Lyrique, en 1960, fut le choc qui le décida à se vouer au théâtre lyrique et d'atteindre les masses populaires. Un instrument de base ? Il en a un : son orchestre de chambre. Des chanteurs ? Parmi ceux qui ne sont pas dans les théâtres nationaux, il trouve des artistes de classe.

Il veut ressusciter la tentative de Pierre Barthélemy il y a onze ans, tentative bien démarrée qui reçut un appui officiel et qui se termina par la mort de son promoteur.

Pierre Menet a un programme précis obéissant à des impératifs artistiques et matériels, il veut des œuvres de style « bouffe », il les veut courtes et nerveuses, sans répétitions. La convention de l'opéra, où le héros (ou l'héroïne) agonisants brament quatre ou cinq fois leur amour, leur haine ou leurs dernières volontés, lui semble périmée. Il veut parler le langage de son temps, c'est-à-dire celui des modernes ou des contemporains. « De jeunes compagnies et de jeunes auteurs. J'aimerais susciter, si ma tentative réussit, le désir chez les jeunes auteurs de faire des œuvres de style « bouffe ». J'aimerais avoir de nombreuses pièces brèves qui, comme à l'Opéra-Comique, sont données en lever de rideau, comme, par exemple, Une Education manquée, de Chabrier, qui méritent mieux et me permettraient un spectacle très varié. »

Le vendredi 7 juin, en soirée, au théâtre municipal de Saint-Denis, Pierre Menet donnera son premier spectacle, ensuite Paris et la province. Neuf chanteurs, vingt musiciens dirigés par Pierre Menet. Des mises en scène signées de Jean Mercure, André Bohl, Michel Hamel. Le programme résolument moderne, humoristique, dramatique et bouffe. Qu'on en juge : *Le Téléphone*, de C. Menotti, histoire de l'amoureux qui décide de déclarer sa flamme avant de partir en voyage. Sa belle hurluberlue répond au téléphone sans arrêt, et il doit partir sans avoir pu placer un mot. A la gare, il a cinq minutes d'avance, une cabine est là, alors il téléphone ce qu'il n'a pu dire et... est écouté.

La Complainte du premier matelot, de Darius Milhaud, livret de Cocteau, dont le thème est celui du *Malentendu*, de Camus, mais en plus concis, en plus ramassé.

La Véridique Histoire du Docteur, de Maurice Thiriet, livret de Serge Aubert, œuvre composée pour la radio en 1937.

La Complainte du matelot et *La Véridique Histoire* furent créées à l'Opéra-Comique. *Le Téléphone*, présenté au festival d'Aix.

La question que je pose naturellement est : « Ne craignez-vous pas que ces œuvres modernes ne désaxent un public que vous voulez populaire ? »

— Non, car j'ai ici des livrets qui tiennent, dont l'intérêt ne faiblit pas un seul instant, dont la musique, sans redites, « colle » aux paroles, serre le livret de très près et dont la concision et le ressort ne se démentent jamais. »

Pierre Menet espère jouer son programme dans les centres culturels de Jean Rouvet, ancien collaborateur de Jean Vilar, qui lui fait pleine confiance, il croit aussi que ces pièces sont plus à leur place, dans ces conditions, que dans une vaste salle comme l'Opéra-Comique, par exemple.

Cette représentation sera une sorte de rodage, d'avant-première d'un spectacle populaire malgré le choix des auteurs et qui prouvera que la qualité paye toujours pourvu que le choix soit réfléchi ; en ce sens, il est parfait.

La troupe entière, les musiciens, les chanteurs, les metteurs en scène travaillent avec un esprit d'équipe remarquable. Remarquable, en effet, puisqu'ils font passer l'amour de leur travail avant la certitude de sa rentabilité, bien qu'ils soient tous des professionnels.

Il faut aller les soutenir, les encourager. Vous passerez probablement une bonne soirée, mais le plus important n'est pas que cela vous plaise, mais que vous y soyez !

Pierre Bourgeois.

Informations

PRENEZ DES CONTACTS

Nos lecteurs qui, à l'occasion des vacances, se déplaceront en France ou à l'étranger, feront un grand plaisir aux amis des pays qu'ils traverseront ou dans lesquels ils séjourneront en entrant en contact avec eux.

Qu'ils n'hésitent pas à écrire au secrétariat du P.S.U., 8, rue Henner, pour nous demander des adresses utiles.

Merci d'avance.

PEUT-ON VIVRE HUMAINEMENT DANS LA REGION PARISIENNE ?

Depuis plus d'un an des militants de mouvements populaires et des organisations syndicales de la région parisienne réfléchissent en com-

mun sur l'avenir de cette énorme concentration d'hommes devenue absolument invivable. Face aux projets de Delouvrier et du gouvernement, ils ont décidé de présenter un contre-projet au nom des usagers de la région parisienne.

Un colloque se tiendra donc à Vincennes les 8 et 9 juin en vue de proposer des solutions démocratiques à « l'aménagement et au développement de la région parisienne ».

Cinq rapports ont paru ainsi qu'un document statistique qui apporte une masse considérable de renseignements.

Tous les militants doivent prendre connaissance de ces documents et suivre de près les travaux du colloque, auquel de nombreux camarades apporteront leur concours.

Pour se procurer les rapports et avoir des renseignements sur le colloque, il suffit d'écrire à « Correspondance municipale », 94, rue N.-D.-des-Champs, Paris-6°.

TRINQUIER MAL REÇU

Jeudi soir, 16 mai, le colonel Trinquier prétendait tenir une conférence « pour un Etat nouveau » dans un hôtel de la ville. Bien que la réunion fût privée et sur invitations, les organisations de gauche ont estimé que la venue de ce monsieur était une véritable provocation. Elles ont décidé de manifester devant l'hôtel. Trinquier prit une autre direction et alla quelque part tenir conseil avec le petit état-major fasciste de la ville. La réunion prévue ne put avoir lieu, mais les invités n'avaient pu être décommandés. Ils trouvèrent des groupes compacts aux différentes portes, et après avoir été priés de remettre leur invitation, s'entendirent annoncer que la réunion était annulée. Ceux qui demandèrent des explications eurent droit à une petite leçon d'instruction civique improvisée sur ce qu'il faut penser du fascisme. Les récalcitrants se firent un peu houspiller, mais tout se passa finalement dans le calme.

Il est intéressant de savoir (car cette tentative n'est sans doute pas isolée) que les invités étaient notamment des rapatriés d'Algérie. On tente certainement de les regrouper au sein d'une soi-disant : « Association pour l'étude et la réforme des structures de l'Etat » fondée par Trinquier, pré-cisaient les invitations.

Nos camarades des autres départe-

ments et particulièrement ceux où les rapatriés sont nombreux, sont avertis et pourront faire preuve de la vigilance nécessaire.

UN LIVRE BLANC SUR LA SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT

Le Syndicat national de l'Enseignement secondaire annonce la prochaine publication d'un « Essai de livre blanc » sur la situation réelle de l'enseignement et sur les problèmes de la réforme.

Ce livre blanc, écrit à l'aide de nombreux témoignages, rapports et enquêtes faits par des professeurs militants syndicaux, est l'œuvre de L.-P. Letonturier, secrétaire général du secteur de Paris (section syndicale du S.N.E.S. pour l'ensemble de l'Académie de Paris).

Par sa critique des « décrets Fouchet », par la solidité de sa documentation, par ses propositions constructives sur la réforme de l'enseignement, cette étude intéressera tous les enseignants et futurs enseignants, les parents d'élèves.

Il pourra être demandé (au prix de 4 F) au siège du S 3 de Paris, 20, rue de Tournon, Paris-6°.

JOURNEE D'ACTION DU PERSONNEL HOSPITALIER

Nous avons signalé le succès de la Journée d'action du personnel hospitalier tenue le 10 mai. Précisons que le défilé en blouses blanches qui a eu lieu l'après-midi de l'Hôtel de Ville au ministère des Finances par la rue de Rivoli avait été précédé, dans les hôpitaux de Paris, de rassemblements du personnel où prirent la parole non seulement les représentants de la C.G.T., de la C.F.T.C. et des syndicats autonomes, mais également la plupart du temps ceux de l'Association générale des Etudiants de médecine de Paris.

Ainsi se confirme la participation de plus en plus précise du syndicalisme étudiant solidaire du syndicalisme ouvrier aux luttes économiques et sociales.

Le Front socialiste entre dans les faits.

Le P.S.U. a besoin de vous

Il en a besoin moralement. Il en a besoin matériellement.

Camarades, sympathisants, lecteurs avez-vous fait tout ce qui dépendait de vous pour lui procurer l'aisance qui lui est INDISPENSABLE pour faire face à ses obligations ?

Un certain nombre d'entre vous ont répondu à notre appel. Nous avons besoin du concours de tous et très rapidement.

Que tous ceux qui le peuvent envoient à Maurice KLEIN un engagement de payer volontairement des cotisations mensuelles (37, rue de Trévis, Paris (9°). C.C.P. 4435-35 Paris).

Il va sans dire que le paiement immédiat des 12 mensualités est accepté. N'attendez plus !

Merci à tous.

Le secrétaire national : Edouard DEPREUX.

Le trésorier national : Maurice KLEIN.

Je soussigné (nom, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, trésorier national du PARTI SOCIALISTE UNIFIE, la somme de :

francs.

Date :

Signature :

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 52-61, rue La Fayette Paris (9°)

"ECRITS SUR LE THEATRE"

L'EDITEUR (1) nous prévient qu'il ne s'agit là que d'une introduction à la version française en six volumes des Ecris sur le théâtre, publiés en Allemagne. On trouvera dans ce volume quelques textes déjà connus : « Remarques sur l'opéra, Grandeur et Décadence de la ville de Mahagonny », « Les accessoires de la Weigel », « Petit Organon pour le théâtre ». Mais la plupart n'avaient jamais paru ici. Ils évoquent les différents aspects de ce qui deviendra la théorie du théâtre épique : l'intérêt, qui dépasse largement le cadre du théâtre et pose la question de la relation de l'art et de la société, tient à ce que nous voyons peu à peu comment, pour éviter toute équivoque, toute ambiguïté, le jeu des comédiens, la lumière sur la scène, l'expression corporelle, etc., sont tour à tour examinés sous un angle nouveau.

A ceux qui voient dans le théâtre de Brecht un jeu formel gratuit, ou une extrapolation intellectuelle de sur-significations discutables, la lecture des lignes sur « La Scène de la rue » ou de « Effets d'éloignement dans l'art du comédien chinois » fera comprendre la démarche originelle.

Je citerai un passage caractéristique d'une discussion au Berliner Ensemble :

W. — Pourquoi ne direz-vous pas une bonne fois que dans notre maison, comme ailleurs, on ne doit pas se contenter de penser ?

B. — Je n'en ai pas la moindre intention.

W. — Et, pourtant, vous ne condamnez absolument pas les sentiments.

R. — Bien sûr que non, seulement les sentiments déraisonnables.

B. — Disons les sentiments automatiques, périmés, préjudiciables...

P. — En disant cela, vous êtes d'ailleurs bien loin de rester froid !

R. — Sur le plateau non plus, nous ne restons pas froids, quand nous combattons et démasquons des sentiments de cette sorte. Il n'empêche que cela ne se fait pas sans que nous pensions.

W. — Qui donc prétend que, de sang-froid, il soit même possible de penser...

« En tout cas, on ne peut séparer le sentiment et la pensée, pas même dans les sciences. Il est d'ailleurs connu que les savants sont tous des têtes chaudes !

P. — Donc le théâtre de l'ère scientifique opère aussi avec des émotions. Disons-le nettement !

R. — Mais il ne faut pas dire « opéra » car cela produit à nouveau une impression de froideur et de calcul.

P. — Bon, « déclenche des émotions »...

R. — « Est plein d'émotions. »

W. — « Plein de !... ». Je n'aime pas ces mots. Les vides absolus sont toujours « pleins » soi-disant... »

Cette discussion sur l'« opposition » prétendue entre la raison et le sentiment (Brecht aurait fait, selon ses détracteurs, un théâtre « raisonnable » mais froid, mathématique, etc.) montre aussi la nuance que les collaborateurs de Brecht, comme lui-même, apportaient dans leurs choix. Il apparaît à la lecture des « Ecris sur le théâtre » que tout théâtre cultive — quand bien même s'en défendrait-il — une idéologie. Le tort (ou le génie) de Brecht aura été de l'exposer clairement. Ce faisant de dégonfler le mythe de l'art théâtral « pur ».

E. Copfermann.

(1) Editions de l'Arche.

LES VIERGES de Jean-Pierre MOCKY

Cinéma



Une scène des Vierges, de J.-P. Mocky.

DEUX dragueurs maladroits, une lycéenne échevelée, une surbombe dans une serre, une échappée vers une fête foraine, un lombeur aux allures de Marlon Brando, un petit tour derrière les manèges, un jeune homme bien sous tous rapports, une fiancée morose, un mariage bourgeois, un papa trotteur, une auberge à quatre étoiles, une lune de miel amère... C'est, en termes d'inventaire, le premier sketch des « Vierges », dernier film de Jean-Pierre Mocky. Le dernier et probablement le moins « intellectuel » (fâcheux qualificatif qui compromet le succès du « Couple » et que l'on épingla aussi, avec une moue dédaigneuse, sur les réjouissantes hénarmités de « Snobs »).

Non pas que Mocky ait rejeté toute ambition artistique, aujourd'hui.

Les Vierges c'est visiblement une version moderne de « A quoi rêvent les jeunes filles ». Mais c'est en excluant tout parti pris démonstratif, en se jetant à caméra perdue dans le sillage de ses héroïnes, en vivant avec elles au rythme de Françoise Hardy ou de Sylvie Vartan, que Mocky redonne un nouvel éclat au vieux thème romantique.

Le recours aux sketches (il y en a quatre de veine à peu près égale) confère d'autre part au film le charme de la diversité. Un charme où l'humour n'est pas absent ; car on aurait tort de penser que Mocky se contente d'enregistrer mécaniquement ce qui lui tombe sous l'objectif. L'humour est là comme il est dans la vie ; au coin de la rue ou au détour d'une conversation. Il surgit parfois inopinément dans la répétition des gestes quotidiens ; dans la course au bonheur comme dans la chasse au mari. Démystifiant, marrant ou triste.

On pense aux romans de Queneau (avec qui, d'ailleurs, Mocky a travaillé pour « Le Couple »). Comme chez l'auteur de « Pierrot, mon ami », une complicité amicale s'établit entre l'œuvre et le spectateur. Entre le metteur en scène et ses interprètes, également. La musique est jolie. Les filles ont la beauté du diable. Les « mâles » (Francis Blanche, Gérard Blain, Jean Poiret, Charles Aznavour, Charles Belmont...), ils nous ressemblent sans effort. Pourquoi interdire un tel film aux « moins de 18 ans » ? Pour les inciter à aller voir « Le Temps des copains », cette vieille môme ?

Jean-Jacques Vernon.

ROCAMBOLE

de Bernard Borderie

Si vous tenez à voir le « Rocambole » de Bernard Borderie, dites d'abord adieu aux personnages de Ponson du Terrail. Plus de Sir William, de Baccarat, de veuve Firap, de grand Colar ou de douce Cerisette. De Rocambole lui-même, Borderie n'a gardé que la parenté (usurpée) avec la famille de Chamery. D'autre part, on ne hante plus les bals de barrière, mais les salles du « Maxim's » ; comme le film est réalisé en couleurs, l'ensemble est assez chatoyant.

L'histoire se déroule à l'époque du président Emile Loubet. Rocambole, à qui Channing Pollock donne élégante allure, est mêlé à une sombre histoire d'espionnage où les Teutons sont plus tudesques que jamais et les pandores aussi épais que nature. Autant dire que Rocambole mystifie tout ce joli monde en un tournemain. L'exploit est assimilable ici au tour de carte ou du numéro de prestidigitation.

On s'amuse, quoi. Ce n'est déjà pas mal...

J.-J. V.

LE PRIX D'UN HOMME

de Lindsay Anderson

Le réalisateur anglais Lindsay Anderson fait partie de l'équipe Free Cinema, qui nous a valu quelques-uns parmi les meilleurs films anglais de ces dernières années, et surtout l'admirable Samedi soir et dimanche matin de Karel

Reisz. Anderson lui-même avait déjà réalisé un reportage filmé sur une « Marche de la Paix » d'Aldermaston. Il a un passé de critique assez considérable.

Son premier long métrage romancé, Le prix d'un homme, satisfait sans enthousiasme. C'est l'histoire de Frankie, joueur de rugby, pour qui le rugby est un moyen de se sortir d'une condition sociale inférieure, de se hausser au niveau des puissants. C'est aussi l'histoire de la liaison qui s'établit entre Frankie et sa logeuse, une femme assez névrosée : entre eux le bonheur ne pourra surgir. Le récit est présenté, sans grande nécessité, par une suite de retours en arrière échelonnés sur un espace de temps assez court : Frankie s'est fait abimer au cours d'un match, il doit se faire arracher quelques dents, et c'est sous le chloroforme qu'il revit quelques épisodes de sa vie. La fin du film reprend un cours chronologique normal.

Le style d'Anderson est fait de violence et de réalisme ; parfois un peu longuet, un peu pesant, il atteint dans certaines scènes — les parties de rugby notamment — à une efficacité indéniable. L'interprète principal, Richard Harris, a malheureusement trop vu jouer Marlon Brando et Paul Newman ; l'ensemble du film donne un intéressant témoignage sur la vie anglaise, et sur un curieux état d'esprit de révolte sans débouché, proche, sans doute, de ce qu'on a appelé « les jeunes gens en colère ». Si l'on veut comparer à d'autres films de la même école, on pourra dire que Le prix d'un homme et assez en dessous de Samedi soir et dimanche matin, mais aussi bon que Les chemins de la haute ville.

N. R.

DÉFENSE ET ILLUSTRATION DE LA MUSIQUE DE FILM

par Henri Colpi

On sait que Henri Colpi réalisa une aussi longue absence, qu'il vient de terminer Codine, coproduction franco-roumaine d'après Panait Istrati. On sait moins qu'il a une brillante carrière de monteur et de musicien de cinéma. Ce qui le qualifie particulièrement pour écrire cette Défense et illustration (1), traité de la musique au cinéma, seul livre en France sur la question... Il se trouve, en plus, que c'est un bon livre, écrit dans le but d'être compris par le non-spécialiste, et muni d'index et répertoires commodes à consulter. La place que tient le cinéma dans la culture d'aujourd'hui est infiniment plus grande que peut le faire croire le petit nombre d'ouvrages sérieux qui lui sont consacrés ; c'est pourquoi ce livre — qu'on appelle déjà « le Colpi » — a sa place dans toute bibliothèque préoccupée de culture moderne.

P.-L. Th.

(1) Ed. Serdoc, Lyon.

JAZZ RENDEZ-VOUS (RAY CHARLES) (A L'OLYMPIA)

« THE GENIUS », c'est ainsi qu'on l'appelle aux U.S.A. Il est grand, maigre et tout le monde connaît son visage et cette paire de lunettes noires. Il est aveugle, comme l'était Art Tatum, mais leurs talents ne sont pas comparables. Tatum débordait d'idées et sa maîtrise du piano était telle qu'on avait l'impression d'assister à une interprétation à quatre mains.

Charles, lui, chante en s'accompagnant, soit au piano, soit à l'orgue, mais son inspiration rejoint plus la tradition des blues avec sa mélodie lancinante. Son interprétation du blues rejoint celle de Mahalia Jackson, mais alors que Mahalia chante sa foi et son espoir en Dieu, les sentiments exprimés par Charles sont ceux qu'éprouve l'homme dans la vie de tous les jours. Il est également champion dans les rythmes à la mode, tel que le rock, et c'est

plus particulièrement à cette forme de musique qu'à la musique noire traditionnelle que l'ensemble qui l'accompagne est destiné.

Le timbre de sa voix voilée, ses sanglots et ses cris vous touchent, que vous soyez un de ses admirateurs ou non. Quant à son style de piano, il rejoint la lignée des pianistes barrel house et rhythm and blues dont la main gauche roule sans arrêt pour souligner le rythme. L'interprétation déjà ancienne des ballades telles que « Moon over Miami » ou « Cherry » nous enchante par sa délicatesse. Charles a une grande maîtrise de son art, mais, par certains côtés, son exhibition est par moments trop commerciale à notre goût. Ainsi que nous l'avons dit dans un précédent article, les artistes des U.S.A. n'ont pas le sens du spectacle pour Européens et pensent en Américains, ce qui nous choque très sou-

vent ; de plus, il faut toujours avoir à l'esprit que la réputation commerciale d'une vedette tient à quelques interprétations plus ou moins douteuses, mais qui font recette.

En tant qu'amateur de jazz, nous aimons Ray Charles, car il a su assimiler l'essentiel du blues, il l'a mis au goût du jour et a pu ainsi toucher un public qui devenait de plus en plus restreint, car qui se souvient, dans les jeunes, des grands noms du chant noir tels que Bessie Smith, Ma Rainey, Jimmy Rushing et même la grande Billie Holiday.

Bravo, Ray Charles, vous avez raison ; continuez à essayer de nous faire comprendre le blues par votre chant, vos cris et vos sanglots dans lesquels on peut distinguer toutes les humiliations d'un peuple et où se devinent le Sud, l'Alabama et Little Rock.

J.-P. Bowman.